Les amis de Ludd

# L'anti-machinisme dans l'État espagnol

2002-2003

Édition réalisée sans but lucratif,
A seule fin de diffusion des connaissances.

# L'anti-machinisme dans l'État espagnol

## *aux XIX^e^ et XX^e^ siècles*

juin 2002

Au début de l'industrialisation, l'opposition des classes populaires et prolétariennes aux machines était chose courante dans plusieurs régions espagnoles, où elle représentait une part importante de la résistance générale (politique, morale, culturelle, sociale et esthétique) à l'imposition par l'État libéral et le capitalisme de formes plus perfectionnées d'oppression, de dégradation, de perversion et d'atomisation que celles pratiquées par l'absolutisme. Elle se manifestait dans l'industrie et surtout dans l'agriculture, où elle fut si tenace, si acharnée et si massive que seul le franquisme put en venir à bout, comme il est venu à bout de l'ensemble des modes de vie populaires. Le régime fasciste parachevait ainsi l'œuvre du libéralisme engagée résolument par les conservateurs depuis au moins la seconde moitié du XIII^e^ siècle : en orchestrant la mécanisation générale de la société il parachevait la désintégration des communautés rurales et mettait un terme définitif à leur autonomie partielle.

Faute de place, nous nous limiterons ici aux cas ayant fait l'objet d'études spécifiques et approfondies dont nous ferons une synthèse, laissant à ceux de nos lecteurs que ce sujet complexe intéresse la tâche de l'approfondir avec leurs propres moyens.

Qui dit système industriel dans sa première phase dit activités manufacturières peu mécanisées, concentrées dans des usines créées au XVIII^e^ siècle, directement ou indirectement par la Couronne. La plus

célèbre était le grand établissement de Guadalajara consacré à la draperie. Mais on retiendra aussi l'usine d'Avila (où l'on préparait le coton), les hauts fourneaux de Liérganes et de La Cavada, en Cantabre, qui servaient à la fonte des canons, l'usine de tabac de Séville, etc. Par la suite, l'imposition dans ces usines de nouvelles conditions de travail plus oppressantes, liées à la multiplication des machines, suscita de la part des travailleurs une résistance qui prit la forme de grèves, d'agressions physiques de contremaîtres et de cadres, etc. Mais, sans doute parce qu'elles étaient encore peu nombreuses et ne portaient guère préjudice aux intérêts des travailleurs, aucune machine ne fut détruite. Par contre, cette époque vit les débuts d'une résistance tenace à la généralisation du travail salarié [1], perçu par les ouvriers et les ouvrières de ces établissements comme une négation de leur liberté individuelle et collective, une atteinte à leur dignité, une source de déchéance physique et psychique, ainsi qu'un facteur de corruption morale puisqu'il faisait de l'argent perçu sous forme de salaire le but principal de leur existence. Ces travailleurs rejoignaient ainsi en acte l'idée d'Aristote selon laquelle le travail salarié est une forme de semi-esclavage, et la résistance exemplaire qu'ils lui opposèrent explique en grande partie les mauvais résultats obtenus par ces établissements, à quelques exceptions près.

Seul un amour exalté pour la liberté et un sens élevé de la dignité solidement ancrés au tréfonds de l'histoire des classes populaires espagnoles [2] permettent de comprendre comment cette fantastique

[1] On en trouvera des exemples éloquents aux pages 318, 322 et 362, entre autres, du livre de G. Martin Garcia, *La industria textil en Avila durante la etapa final del Antiguo Régimen. La Real Fábrica de algodón,* Avila, 1989. L'incompréhension de l'auteur à l'égard de la résistance au travail salarié, et les insultes absurdes qu'il adresse aux travailleurs d'Avila contribuent paradoxalement à souligner ce fait très important. On pourra aussi consulter le livre d'A. Gonzalez Enciso, *Estado e industria en el siglo XVIII : la fábrica de Guadalajara*, Madrid 1980.

[2] On en trouvera un témoignage dans les études sociologiques réalisées au cours du deuxième quart du XIX[e] siècle par Frédéric Le Play (*Campesinos y pescadores del norte de España*, Madrid 1990). L'auteur, un Français, souligne le « sens élevé de la dignité humaine » (p. 78) et « l'élévation morale » (p. 128) des gens modestes, parmi d'autres valeurs spirituelles et civilisatrices importantes qu'il met de façon très juste en relation

résistance à la mécanisation parvint à limiter les effets catastrophiques de l'industrialisation dont l'Angleterre de la révolution industrielle fut le théâtre. Il n'est du reste pas interdit de penser que les terribles événements de cette révolution furent facilités par le déficit historique de ces valeurs dans un pays où l'ancien système esclavagiste ne fut abandonné partiellement qu'au Moyen Âge et où il perdura sous différentes formes – pensons à la Grande Charte de 1225, à la réintroduction légale de l'esclavage par Henri VIII ou encore les lois sur les pauvres, etc. –, faisant de l'Angleterre du XVIII[e] siècle un pays où les valeurs, les relations sociales et de nombreuses institutions étaient très proches de celles des sociétés esclavagistes : indifférence à la liberté humaine, faible conscience de chacun de sa propre dignité, survalorisation du rôle de l'argent et du marché, servilité envers l'État et les riches, bassesse, indifférence à la morale, atomisation et compétition sociales, avidité pour les plaisirs matériels et hédonisme maniaque, valorisation des biens de consommation au détriment des êtres humains, etc. Tout cela formait vers la fin du XVIII[e] siècle un terrain extrêmement favorable à la généralisation du travail salarié, à l'imposition du système industriel et à la mécanisation générale.

De telles formes de conscience furent en même temps cause et conséquence de la faiblesse de la propriété communale et des pratiques d'entraide en Angleterre, mais aussi de la facilité avec laquelle une minorité détentrice du pouvoir fit main basse sur la propriété privée, entraînant dès la fin du XVIII[e] siècle la prolétarisation de la population dans sa quasi totalité. Dans l'État espagnol, en revanche, où la propriété communale et les formes de coopération entre égaux restaient étonnamment puissantes au XIX[e] siècle [3], la prolétarisation ne fut pas

avec la remarquable survivance de la propriété communale et des habitudes d'entraide et de coopération. D'autres voyageurs étrangers parvinrent à des conclusions semblables, comme l'Anglais Young qui, au XVIII[e] siècle, s'émerveillait de « l'absence d'esprit servile au sein de la plèbe » de notre pays. (Young est cité à la page 327 de A. Dominguez Ortiz, *Sociedady Estado en el siglo XVIII español*, Madrid 1981).

[3] Parmi les écrits consacrés à la nature et au sens de la propriété ainsi qu'à la persistance d'une vie communale dans notre pays, la plus importante est sans doute celle de S. Méndez, *Costumbres comunales de Aliste*, Madrid 1900, étude critique sur la survivance jusqu'à la fin du XIX[e] de rapports de production, d'habitudes et de valeurs de convivialité

aussi complète ; la petite propriété eut encore de beaux jours devant elle, ce qui eut pour effet de gripper les mécanismes du marché intérieur, de réduire l'usage et la circulation de l'argent, de freiner la concentration des masses déshéritées dans les zones industrielles.

C'est ce qui explique le « retard » de l'Espagne en matière d'industrialisation, pour parler comme les apôtres du développement et du productivisme.

Les événements d'Alcoy (Pays catalans) de 1821 [4] nous mènent au cœur de notre étude sur les manifestations antimachinistes en Espagne. Dès avant le XVIII[e] siècle, Alcoy et sa commune possédaient une puissante industrie du drap, en majeure partie domestique et décentralisée, à laquelle travaillait une paysannerie qui complétait ses revenus grâce au cardage, au filage et au tissage de la laine. L'ère des manufactures centralisées commença dans la première moitié du XVIII[e] siècle avec l'installation de l'usine royale de draperies, et culmina au début du XIX[e] siècle avec l'introduction de machines, pas décisif vers la destruction d'un mode de vie traditionnel relativement supportable. Face à cette situation, les gens de la région avaient deux possibilités, aussi mauvaises l'une que

---

de nature collectiviste dans la commune d'Aliste (Zamora). Sur ce même sujet, on peut aussi consulter A. Comba, *La tierra labrantiay el trabajo agricola en la provincia de guipûzcoa*, Madrid, 1897. Très judicieusement, A. Comba met en relation le faible pourcentage de journaliers de la province de Vasconia avec les coutumes d'entraide enracinées dans la paysannerie de cette époque – « tous s'entraidaient », écrit-il (p. 38). Afin de désarmer les masses pour mieux les livrer à l'enfer de la production industrielle mécanisée, le libéralisme ne se contenta pas d'exproprier les biens communaux à l'occasion du processus de mise en vente des terres, mais fit également triompher l'égoïsme et l'intérêt personnel au sein des classes populaires pour mieux isoler et affaiblir les individus face à l'État et au Capital. Ainsi, la conséquence pratique du célèbre Informe de Ley Agraria, de M.G. de Jovellanos, Madrid 1795, fut de promouvoir l'égoïsme et les comportements asociaux au sein du peuple, au prix toutefois d'une baisse importante des rendements agricoles et d'élevage, d'une déforestation et d'une dévastation environnementale cauchemardesque. L'acharnement libéral à faire appliquer ce texte perdura pendant tout le XIX[e] siècle et une bonne partie du XX[e].

[4] Sur ces événements, les ouvrages fondamentaux sont M. Cerdà, *Lucha de clases e industrialización. La formation de una conciencia de clase en una ciudad obrera del Pais Valencià (Alcoi : 1821-1873)*, Valencia, 1980 ; et R. Aracil et M. Garcia, *Industrialització al Pais Valencià : Alcoi*, Valencia, 1974.

l'autre : devenir prolétaires des nouvelles usines d'Alcoy, ou bien se résigner à la perte de leurs revenus issus du travail de la laine et se limiter à des activités agricoles. Tranchant le nœud gordien, environ 1 200 personnes armées marchèrent sur Alcoy le 2 mars 1821, détruisirent dix-sept machines situées à l'extérieur du centre urbain (pour une valeur de 2 millions de réaux) et n'acceptèrent de se disperser qu'après que la mairie leur eut garanti que les machines situées à l'intérieur de la ville seraient démontées. Le 6 mars, deux régiments de l'armée furent envoyés à Alcoy, et ce fut sous la protection de leurs fusils et au prix de nombreux emprisonnements que la mécanisation s'acheva. Toutefois, le 29 juillet 1823 environ 500 personnes armées se rassemblèrent aux portes d'Alcoy dans l'intention de l'assiéger et, semble-t-il, procéder à de nouvelles destructions de machines. Des coups de feu furent échangés avec la troupe et les volontaires royalistes (forces de police du monarque Fernand dont l'enthousiasme pour l'industrie n'avait d'égal que le libéralisme fervent). Par la suite, en 1825-1826, face aux rumeurs d'une nouvelle attaque contre les machines la présence militaire fut renforcée dans la ville. En 1844, de nouvelles protestations s'élevèrent contre l'introduction de machines de cardage. Enfin, en juillet 1873, se déroulèrent de dramatiques affrontements (qui n'avaient pas la destruction de machines pour but principal) entre, d'une part, les autorités et les fabricants, et, d'autre part, les travailleurs, provoquant la mort de seize personnes.

Examinons maintenant les événements qui culminèrent dans l'incendie prémédité de l'usine modèle de Bonaplata à Barcelone, en 1835, détruisant complètement les installations et les machines. Dans cette entreprise activement soutenue par l'État espagnol, qui en avait assuré la promotion et la majeure partie du financement, on travaillait le coton, mais aussi et surtout on produisait des machines et on formait des ouvriers à l'usage de la vapeur. Le 5 août 1835, ce véritable « symbole de l'énergie consacrée par l'État aux intérêts de la production nationale » [5] fut incendié (en même temps que d'autres édifices de la

[5] Cf. J. Thomson, *Els origens de la industrialització a Catalunya. El cotó a Barcelona, 1728-1832*, Barcelona, 1994, p. 366. Sur le cadre historique des événements, on peut consulter A. Ruiz, *Historia de la Real Junta Particular de Comercio de Barcelona (1758 a 1847)*, Barcelona, 1994.

ville). Cela fit, écrit P. Madoz, une « terrible impression » chez les classes aisées de Barcelone, qui voyaient avec stupeur des gens modestes réfuter en actes leur croyance indéfectible dans le progrès. Étant donné les avis divergents sur les auteurs de ces actes et leur motivation, il est difficile d'en tirer une conclusion définitive, mais il est probable que l'établissement de Bonaplata, plus grand constructeur de machines de l'État espagnol à cette époque, était perçu avec raison comme une grave menace contre les modes de vie des classes populaires de la ville.

En 1854, eut lieu à Barcelone une autre manifestation d'anti-machinisme à l'occasion de laquelle les classes travailleuses livrèrent une lutte acharnée contre la généralisation des nouvelles tisseuses mécaniques. Destructions de machines, incendies d'usines, grèves et attaques armées contre des entrepreneurs se soldèrent par une intervention de l'armée qui alla même jusqu'à déployer l'artillerie dans le centre-ville [6]. Finalement, un accord fut conclu aux termes duquel les travailleurs acceptaient les tisseuses mécaniques en échange d'une augmentation de salaire – exemple parmi tant d'autres à venir de l'écrasement d'une révolte par le pouvoir funeste de l'argent.

La destruction de machines à Béjar (Salamanque) et l'incendie d'usines, en 1856, dans plusieurs localités de Castille La Vieille [7] nous servira de simple transition avant d'aborder l'un des épisodes de l'antimachinisme espagnol les plus intéressants et l'un des plus difficiles à analyser : le soulèvement en 1885 des travailleuses de l'usine de tabac de Séville contre la mécanisation. Fondée au XVII[e] siècle, cette usine était, dans la forme qu'elle adopta définitivement au siècle suivant où elle fut protégée par un fossé et surveillée par un détachement de

[6] On trouvera une exposition intéressante, bien que biaisée, de ces événements dans un article du célèbre homme d'État L. Figuerola, « La Cuestiôn de las selfactina », in *Escritos economicos*, Madrid, 1991. Cf. également J. Vicens et M. Lorens, *Industrials i politics del segle XIX*, Barcelona, 1972.

[7] Ce cas est intéressant pour plusieurs raisons : d'abord, la participation décisive des femmes dans la lutte ; ensuite, le grand nombre d'usines incendiées par la foule, à Palencia, Benavente, Medina de Rioseco, etc. ; enfin, la dureté de la répression, avec 21 personnes fusillées. Cf. « El motin del pan de 1856 en Castilla la Vieja » de J.D. Reboredo in *Crisis demogràfica y tensiones sociales en la Castilla del siglo XIX*, Valladolid, 1987.

soldats, l'exemple type des usines de la révolution industrielle : le fruit d'un mariage lugubre entre la caserne et le bagne. Au début du XIX^e^ siècle, alors que le tabac à fumer commençait à être à la mode, les femmes – dont l'habileté manuelle était supérieure à celle des hommes – représentaient jusqu'à 99 % du personnel (en 1885, l'usine comptait plus de 6 500 ouvrières).

Jusqu'en 1885, les relations de pouvoir au sein de cette usine furent assez favorables aux travailleuses, ce qui n'était pas pour plaire à la direction et ne tenait qu'à la considération élevée dont faisaient l'objet leur habileté et le soin qu'elles apportaient à leur travail – qualités qui résultaient d'un apprentissage commencé dès l'enfance. Comme les travailleuses elles-mêmes emmenaient leurs filles à l'usine pour leur enseigner le métier et leur cédaient leur poste de travail une fois parties à la retraite, les cadres ne contrôlaient pas le recrutement du personnel, pas plus, du reste, que l'organisation du processus de production. Celui-ci dépendait presque entièrement des travailleuses qui formaient des équipes en nommant leurs propres chefs et décidaient elles-mêmes d'établir un horaire flexible. C'est pour en finir avec l'impuissance à laquelle cette situation la vouait que la direction eut l'idée d'introduire des machines. Grâce à elles, le travail ne dépendant plus de l'habileté des ouvrières et n'exigeant plus de longue période d'apprentissage, il pourrait désormais être réalisé par n'importe qui et la direction aurait toute latitude de choisir le personnel. De plus, une fois les machines installées ce seraient les cadres qui dicteraient le rythme du travail et non les équipes autonomes des ouvrières. Bref, la machine était censée provoquer un renversement radical du rapport de forces au sein de l'usine ; elle conférerait aux dirigeants un pouvoir immense et inédit, et réduirait à quia des ouvrières par trop insoumises.

Mais la mécanisation avait deux graves inconvénients. Le premier était que le tabac manufacturé par les machines était de qualité inférieure, si bien que les consommateurs lui réservèrent un accueil mitigé ; le deuxième était la résistance des employées. Face aux rumeurs grandissantes d'une arrivée imminente de machines dans l'établissement de Séville, les femmes abandonnèrent le travail et

adoptèrent une devise qui résonna mille fois dans les rues de la ville : « *A bas les machines qui volent notre pain !* » [8] Ne pouvant faire face aux pertes colossales provoquées par la défection de cette légion industrieuse, l'entreprise dut d'abord céder. Mais, ne s'estimant pas vaincue, elle mit à profit les années qui suivirent pour mettre au point une stratégie indirecte de mécanisation consistant à ne plus embaucher de nouvelles ouvrières, dans l'espoir que le vieillissement du personnel, la diminution drastique de leur nombre et la promesse d'enseigner le maniement des machines aux futures recrues les feraient céder. C'est ce qui se produisit, mais bien plus tard, au XX$^{e}$ siècle.

Ce cas en soi très instructif nous éclaire à bien des égards sur les causes finales de l'application, aux temps modernes, de la technique à la production. Les machines ont été introduites pour bien d'autres raisons que celles mises en avant par leurs thuriféraires avec autant de constance que d'absence d'esprit critique (l'accroissement du rendement du travail, les gains d'effort et de temps, l'augmentation de la rentabilité du capital investi, etc.). Elles apparaissent avant tout comme des instruments de domination, comme des outils permettant au chef d'entreprise d'acquérir un pouvoir accru sur les travailleuses, et donc comme une fin en soi, indépendante de la productivité et de la rentabilité qu'il espère en tirer [9]. Sans parler du fait qu'elles sont à l'origine d'une baisse de la qualité des produits, une des caractéristiques quasi universelle du système techno-industriel étant son incapacité, du moins jusqu'à présent, de produire des objets de qualité à des prix constants.

Qu'il soit bien clair que nous ne prétendons pas étendre cette critique à tous les usages de la technique à des fins productives, certains d'entre eux étant justifiés par de solides raisons productives ou économiques (la question demeurant de savoir qui en bénéficie) ; nous désirons seulement promouvoir un état d'esprit sereinement sceptique par rapport à la

[8] Cf. Lina Gálvez, *La mecanización en la fábrica de tabacos de Sevilla bajo la gestion de la Compania Arrendataria de Tabacos (1887-1945)*, Madrid, 1997, p. 77. Il y eut destruction de machines dans l'établissement que la compagnie de tabac possédait à Alicante (p. 84).

[9] C'est également la thèse de David Noble dans son ouvrage *Le Progrès sans le peuple*, éd. Agone, Marseille, 2016. [NdE]

technique et aux machines, en analysant sans préjugés chaque cas particulier, en appréciant de manière impartiale, avec pour seul critère les intérêts de la civilisation, ses avantages comme ses inconvénients. A la technolâtrie régnante nous ne cherchons pas à opposer une technophobie axiomatique, mais un examen approfondi de chaque cas, car seule l'accumulation de nombreuses études concrètes permettra, dans un futur encore lointain, de tirer des conclusions suffisamment fondées sur la nature de la technique contemporaine et le sens de celle-ci dans la vie de l'humanité. Nous éviterons ainsi de commettre l'erreur capitale de ceux qui, tels Ortega y Gasset, Martin Heidegger, etc. ont laissé planer « l'être de la technique » sur un petit nuage métaphysique plutôt que de l'envisager selon ses manifestations vulgairement terrestres.

Pour terminer, nous soumettrons à un rapide examen la très faible mécanisation de l'agriculture dans l'État espagnol jusque dans les années 1950-1960 [10]. Malgré une abondante bibliographie, ce fait surprenant n'a pas encore trouvé d'explication satisfaisante.

Certains ont soutenu que ce sont les bas salaires perçus par le prolétariat agricole qui ont découragé les investissements dans les machines. Or ce sont précisément les régions où les journaliers étaient majoritaires et où, par conséquent, les salaires étaient les plus bas (le Bas-Quadalquivir, etc.) qui ont connu, même au XIX[e] siècle, la plus forte mécanisation. D'autres auteurs, plus convaincants, ont fait valoir la corrélation existant entre les machines et le système du *latifundium*, soit entre le degré de concentration de la propriété de la terre, le niveau de prolétarisation de la paysannerie, et l'utilisation de la machine. La corrélation est indéniable, mais l'explication reste insuffisante.

Il est sans doute possible d'aller un peu plus loin en partant de la constatation que la machine n'augmente en elle-même ni les rendements

[10] On trouvera un texte utile de synthèse sur cette question dans le livre de J.I. Martinez Ruiz, *Trilladoras y tractores. Energía, tecnología e industria en la mecanización de la agricultura española* (1862-1867), Sevilla 2000. Cf. aussi AA. W, *El pozo de todos los maies. Sobre el atraso en la agricultura española contemporánea*, Barcelona, 2001.
Voir aussi le texte suivant « La mécanisation de l'agriculture sous le franquisme (1936-1970) », décembre 2003. [NdE]

de la terre ni ceux des semences [11], deux paramètres qui pèsent lourd. Elle les augmente seulement en apparence, car si elle entraîne une augmentation de la productivité de la main-d'œuvre c'est au détriment de la qualité du produit fini, du savoir-faire, des êtres humains qui travaillent, des conditions d'existence dans les zones rurales, des rendements énergétiques et de l'environnement. En outre, l'introduction des machines dans l'agriculture est une des causes de la migration forcée d'une énorme masse de main-d'œuvre vers les villes et les zones industrielles, donc de la destruction de la société rurale préindustrielle et de l'apparition d'une nouvelle forme – inférieure – de société. La main-d'œuvre déplacée ne trouvant que rarement des emplois productifs se livre à des activités parasitaires et dispendieuses – prostitution, service domestique, armée, appareils répressifs, fonctionnariat étatique inutile, etc. L'idée selon laquelle la productivité de l'ensemble de la société se serait élevée grâce à ces processus migratoires de la campagne vers la ville et que la richesse totale aurait augmenté grâce à la mécanisation de l'agriculture est donc rien moins qu'évidente.

A la différence d'autres pays – en Angleterre la pauvreté du prolétariat rural était telle aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles et ses conditions d'existence se rapprochaient tellement de la pure animalité [12] que l'émigration vers les zones industrielles pouvait bien avoir quelque chose de positif – en Espagne, comme l'ont montré certaines études du XIX^e^ siècle, l'exode de la campagne vers la ville a, à l'exception d'un petit nombre de régions, représenté une chute des revenus réels et du bien-être matériel.

On le voit, la sagesse officielle est loin du compte quand elle proclame que la mécanisation relève des seules considérations d'efficacité. Mais avant de toucher au fond du problème, il nous faut écarter une dernière

[11] Consulter M.A. Bringas, *La productividad de los factores en la agricultura española (1752-1935)*, Madrid, 2000.

[12] Sur ce sujet, souvent occulté par les dévots du modèle anglais, on trouve une quantité remarquable d'informations dans J. Rule, *The Labouring classes in early industrial England, 1750-1850*, Londres; New York : Longman, 1986. Cependant, faute de s'interroger sur les causes d'une situation si pathétique, l'auteur se prive des moyens de découvrir le côté obscur de l'histoire de l'Angleterre.

objection. Dans les régions, de loin les plus nombreuses, de petite et moyenne propriété, les machines, nous dit-on, auraient pu être acquises et utilisées de manière coopérative, choix d'autant plus raisonnable qu'il se serait appuyé sur de fortes traditions de travail en commun. Cela ne s'est produit qu'à de rares occasions. En fait, même utilisées sous une forme coopérative, les grosses machines (batteuse, moissonneuse-lieuse, etc.) n'apportaient rien de positif, car non seulement elles ne réduisaient pas le temps de travail des habitants du hameau ou de la commune, qui au moment des moissons considéraient le temps passé à travailler comme un tout, mais elles augmentaient leur coût et s'avéraient donc totalement antiéconomiques.

Par où l'on voit que ce ne sont pas les machines qui, par elles-mêmes, créèrent les conditions du déplacement de la main-d'œuvre de la campagne vers les zones urbaines, mais une pluralité d'événements et de décisions, principalement d'ordre politique. Dans les pays où, dépouillée de ses propriétés, la paysannerie avait perdu ses aptitudes, ses valeurs et ses relations, autrement dit là où la communauté rurale avait reçu un coup mortel, un flux de main-d'œuvre abondante et bon marché se dirigea vers l'industrie et la ville, qui se développèrent rapidement. Si l'on ajoute à ce constat l'extension et l'organisation d'un marché intérieur à proportion même de la disparition de l'autosuffisance des communautés rurales, on comprendra que, dans ces conditions, la mécanisation de la campagne fut bien plus la conséquence que la cause de l'exode rural.

La fidélité des Espagnols à certaines formes de vie préindustrielles s'explique par le fait qu'ils étaient attachés à un régime de biens communaux importants dont diverses attaques absolutistes et libérales ne vinrent pas totalement à bout ; des biens particuliers (terres, maisons, troupeaux, matériel agricole, etc.) assez bien répartis; des outils et des « métiers » (métier à tisser, etc.) mis au service de l'industrie rurale communautaire ; un régime de conseil municipal ouvert (dans les villages) qui offrait encore quelques restes d'auto-

gouvernement [13], des habitudes d'entraide enracinées, efficaces et satisfaisantes ; un mépris généralisé pour l'argent ; un grand respect pour les autres êtres humains et pour eux-mêmes, qui les empêchait de se soumettre à des pratiques dégradantes comme le travail salarié (et, par conséquent, à l'empire des machines dans la mesure où elles sont inséparables du régime salarié) ; un grand sens du courage et de la dignité, une sensibilité aiguë à la justice et à l'injustice qui les poussait à s'opposer aux décisions illégitimes du pouvoir établi, une culture vivante et créative, etc.

Les communautés rurales ont résisté à toutes les tentatives de la part de l'État et des riches pour les dissoudre, si bien que les machines agricoles ne trouvèrent pas le cadre politique et social propice à leur introduction, excepté dans les quelques régions où le régime latifundaire était solidement établi. Elles ont préféré conserver un mode de vie qui, malgré ses graves défauts, était indéniablement meilleur ou, à tout le moins, pas aussi mauvais que ce que leur offraient la grande ville et la grande industrie ; elles n'ont pas senti la nécessité d'adopter les machines qui envahissaient progressivement le marché (ce qui ne les empêchait pas d'utiliser couramment celles qui leur étaient utiles, par exemple les vanneuses).

Loin d'être une solution merveilleuse à la pauvreté et la pénurie, l'introduction des machines dans l'agriculture a été ni plus ni moins que le dernier maillon d'une longue chaîne de conditions imposées par l'État et les classes dominantes aux communautés rurales (comme, indirectement, à l'ensemble des classes populaires). Résultat de ce processus, leur mode de vie autonome a disparu, et a été remplacé par un mode de vie urbain et industriel, infra-humain, caractérisé par le totalitarisme de l'État, le déracinement, la déculturation, la solitude, l'omnipotence de l'argent et de ceux qui en ont, la destruction de la

[13] Pour l'étude de la survivance du conseil municipal ouvert (*concejo abierto*) en tant que forme partielle d'autogouvernement populaire dans certaines communautés de notre pays, jusqu'à la seconde moitié du XX[e] siècle, l'ouvrage de S. Arauz de Robles, *Los desiertos de la cultura, una crisis agraria*, Guadalajara, 1979, reste une œuvre indispensable. Pour l'examen du complément économique de cette institution démocratique et fraternelle, il est aussi utile de lire R. Altamira, *Historia de la propiedad comunal*, Madrid, 1890.

famille, l'absence de toute participation au gouvernement de la société, le travail salarié incessant et exténuant, la chute continue de la valeur moyenne de l'individu, l'éducation doctrinaire, la perte de la sensibilité esthétique, l'immoralité ainsi que l'empoisonnement général de l'air, de l'eau et des aliments. Les machines agricoles ont servi et servent encore à maintenir cet état de choses, raison pour laquelle elles n'ont pas eu, sauf de façon partielle et incomplète, leur place dans les sociétés comme la société espagnole jusqu'en 1939. La mécanisation de l'agriculture, ne l'oublions pas, n'eut lieu que sous le régime franquiste qui, une fois la guerre civile gagnée, détruisit définitivement la société rurale (tâche dans laquelle l'absolutisme comme le libéralisme progressiste avaient partiellement échoué), créant les conditions de la mécanisation massive.

C'est dans ce contexte que le mouvement anti-machiniste s'est manifesté, non sans éclat : tous ces épisodes magnifiques d'opposition et de lutte, habituellement minimisés, défigurés ou tout simplement occultés par l'historiographie académique, méritent assurément d'être mieux connus. Ce sont des témoignages à méditer, à une époque, la nôtre, où le rejet actif de l'usage de la technique à des fins destructrices et négatrices de la civilisation n'est pas moins décisif qu'autrefois.

Les Amis de Ludd.

Article publié dans
*Los Amigos de Ludd,*
*boletín de información anti-industrial* n°3,
Espagne, juin 2002.

Traduction française publiée dans
*Les amis de Ludd,*
*bulletin d'information anti-industriel,*
numéros un à quatre,
édition Petite Capitale, 2005.
ISBN: 2-9519619-1-X.

# L'anti-machinisme dans l'État espagnol

## *La mécanisation de l'agriculture sous le franquisme (1936-1970)*

Décembre 2003

Paru dans le bulletin *Los Amigos de Ludd* n°3 (juin 2002) « l'anti-machinisme dans l'État espagnol aux XIX^e^ et XX^e^ siècles » traitait de la résistance populaire à la technicisation de l'industrie et de l'agriculture. Ce qui fut dit à propos de l'industrie a fait l'objet d'un acquiescement général, mais la partie sur l'agriculture a suscité quelques objections. Comme nous étions nous-mêmes insatisfaits, nous revenons sur ce sujet.

Un sujet si complexe qu'il est dans une certaine mesure difficile de le saisir dans son ensemble de manière satisfaisante. Au regard des investigations et analyses qui restent nécessaires, le présent texte ne se veut donc rien d'autre qu'un apport limité et provisoire.

## I.

Les économistes et historiens universitaires, accrochés aux postulats mensongers de la théorie économique classique et néoclassique, sont désemparés devant un fait avéré : la faible mécanisation de l'agriculture espagnole avant 1936 comparée à celle des pays voisins.

Pour sortir de leur embarras, ils expliquent ce fait par le « retard » général du pays. Mais la théorie rebattue du « retard » n'est qu'une

tautologie, et d'ailleurs, elle est loin d'être exacte [14]. C'est une astucieuse manipulation idéologique et politique favorisant un état d'esprit industrialiste, productiviste et consumériste parmi les citoyens.

Pour faciliter notre étude, nous différencierons, pour les décennies précédant la guerre civile, deux types de régions agricoles. Dans l'un le travail salarié prédomine et la propriété est très concentrée ; le régime de *concejo abierto* [conseil ouvert ; NdT] (également appelé *juntas universales)* comme forme d'auto-gouvernement municipal a totalement disparu. Ce type de région connaît une certaine pauvreté culturelle, les terres communales sont limitées voire absentes, la consommation y joue un rôle important, le numéraire y circule plus largement. Dans l'autre type (présent au nord du Tage, avec néanmoins des exceptions importantes) étaient encore vivaces, quoique plus ou moins menacées étant donné l'impitoyable pression de l'État, les coutumes séculaires et les traditions collectivistes, démocratiques, de solidarité et d'assistance mutuelle. Dans ces régions, les terres communales, la polyculture et l'autoproduction sont importantes, il est fait un usage limité du numéraire, la préférence est donnée aux biens immatériels (en particulier la compagnie de ses égaux), le patrimoine spirituel du village (us et coutumes, culture, art, valeurs et idéologie) est bien conservé. Si on ne différencie pas ces deux espaces, le premier étant minoritaire à part dans certaines régions de l'angle sud-ouest de l'Espagne, il n'est pas possible d'expliquer l'absence d'agriculture industrialisée chez nous jusqu'à la victoire du franquisme (entendu comme forme espagnole du fascisme) lors de la guerre civile de 1936.

[14] Témoignage de première main de la situation économique du pays à la veille de la guerre civile, l'œuvre injustement oubliée d'Antonio de Miguel, *El potencial económico espanol*, Madrid, 1935, est digne de foi si l'on sait que son auteur était chef de statistiques des services de la Banque d'Espagne, c'est-à-dire quelqu'un ayant une connaissance pratique et directe de l'économie de son pays. Il constate avec satisfaction « la croissante activité industrielle que connaît actuellement l'Espagne », qui permit un essor notable de l'exportation d'articles manufacturés. De Miguel consacre plusieurs chapitres de son œuvre à l'agriculture, sans cacher son faible niveau de mécanisation mais se montrant optimiste quant au prochain remède à ce qui, pour lui aussi, était un grave défaut. Il est remarquable que le programme économique proposé par cet auteur, en accord avec l'opinion de la classe dirigeante de la II$^{e}$ république, est, substantiellement, le même qu'appliqua par la suite le régime de Franco.

La faible mécanisation des activités agro-sylvo-pastorales dans les espaces où prédominait la grande propriété et le travail salarié est facile à expliquer : les journaliers et une part considérable de la population s'opposaient aux machines, et ce, de trois façons. Dans les conventions collectives, ils imposaient au patronat des clauses limitant ou interdisant l'usage de machines. Dans certaines conditions, ils se mettaient en grève contre l'utilisation de celles-ci, particulièrement les moissonneuses mécaniques et moissonneuses-lieuses.

Enfin, dans les moments de forte tension, les machines étaient brûlées avec détermination (parfois en même temps que les récoltes, les bâtiments, etc.) en dépit de la vigilance rigoureuse de la *guardia civil* [15]. Dans de telles conditions, il est compréhensible que les entrepreneurs agricoles hésitaient à acquérir et à utiliser les grandes inventions agricoles, même s'ils brûlaient d'envie de le faire [16].

---

[15] Parmi les textes qui documentent la rude et constante résistance menée par les journaliers contre la mécanisation de l'agriculture avant 1936, prenons *Très claves de la Segunda Repûblica*, de M. Tunon de Lara, Madrid, 1985, pour l'abondance de ses informations. Une telle opposition avait commencé face aux premières tentatives de la création d'une agriculture industrielle dans la deuxième moitié du XIX[e] siècle. J. Maurice, dans *El anarquismo andaluz. Campesinosy sindicalistas 1868-1936*, Barcelona, 1990, montre qu'en Andalousie la destruction de machines, « en général les moissonneuses et moissonneuses-lieuses », était pure routine à cette époque (p. 355-356). Cependant, il ne faut pas en déduire que l'école anarchiste inspirait ou organisait habituellement de telles actions. Ses idéologues les plus notoires étaient partisans de la mécanisation et de l'industrialisation. C'est le cas entre autres de Ch. Cornelissen et de D. Abad de Santillán. L'étaient également, avec quelques nuances, G. Levai et I. Puente. Bien évidemment, le courant représenté par *La Revista Blanca* et Federico Urales fait exception, se montrant sensible au potentiel révolutionnaire du monde populaire traditionnel. Cependant, leurs analyses sont plutôt adaptées aux zones de petite propriété. Quoi qu'il en soit, la lutte contre la technologie fut sans doute menée par d'anonymes paysans, sans appartenance idéologique précise.

[16] Certains ont tenté d'occulter le rôle décisif des classes laborieuses rurales dans le succès de la résistance contre la mécanisation de la campagne, en avançant que la bourgeoisie rurale, « absentéiste » et « semi-féodale », se refusait à introduire des engins mécaniques par mollesse, ignorance, et haine farouche envers le « grand idéal de progrès ». Une preuve contredisant cette thèse farfelue est apportée par un manuel du dernier quart du XIX[e] siècle adressé aux propriétaires fonciers, intitulé *Trésors du champ. Guide moderne à l'usage des laboureurs, jardiniers, maraîchers, arboriculteurs et éleveurs*, dont l'auteur est un fervent partisan d'une mécanisation complète de l'agriculture au moyen de machines à

Ce constat dressé, la question centrale est de savoir pourquoi, à cette époque, les habitants des campagnes s'opposaient avec une énergie si féroce à la mécanisation. L'argument, facile et inexact, des rares historiens qui se sont penchés sur le sujet consiste à dire qu'elle provoquait une diminution des salaires et créait du chômage. Une telle assertion est erronée, puisqu'à cette date les préoccupations financières n'étaient pas prédominantes pour la majeure partie de nos classes travailleuses. Plus qu'un objectif, l'argent était un prétexte pour mener à bien différentes luttes. L'état d'esprit prévalant à cette époque portait à considérer l'argent avec méfiance, comme quelque chose d'essentiellement nocif. Toute personne ayant le sens de la dignité, de l'amour-propre, de la liberté, un sens moral, devait s'en tenir éloigné.

Parmi les nombreux témoignages dignes de foi sur ce sujet, deux livres ont retenu notre attention. Le premier, capital, *Bienes comunales en Aliste*, de S. Méndez Plaza (Madrid, 1900), illustre le dédain pour la richesse pécuniaire des habitants d'Aliste, dans la région de Zamora, riche de ses traditions communales et collectivistes, et d'une culture populaire vivace. L'autre est *Spanish Cockpit*, de Franz Borkenau (Paris, 1977), qui résume ainsi les propos qu'il a échangés en septembre 1936 avec les habitants de Castro del Rio (Cordoue), ville située dans une zone de grande propriété :

> « Leur haine des classes aisées a des fondements beaucoup plus moraux qu'économiques. Ils ne convoitent pas la belle vie de ceux qu'ils ont expropriés, mais veulent supprimer tous les biens superflus, qu'ils considèrent comme autant de vices. »

Après avoir vaincu les représentants locaux du putsch fasciste de juillet 1936, les habitants de cette ville entreprirent d'abolir l'argent, collectiviser les terres et fermer les débits de boissons. Borkenau, par une exagération légère qui nous permet néanmoins de saisir le fond du problème, nous explique qu'une fois que les habitants conquirent la liberté de prendre leurs propres décisions, ils s'employèrent avant tout à établir une société de type « ascétique ». Dans celle-ci prédominaient

---

vapeur. Ainsi, il présente à ses lecteurs leurs caractéristiques techniques et économiques, les dernières inventions, etc.

une convivialité fraternelle, le respect et l'appui mutuels, ce qui reléguait au second plan les questions monétaires et économiques.

Sans aucun doute, les motifs pécuniaires, la cupidité, revêtaient une importance secondaire dans les luttes que les ouvriers et paysans menèrent avant-guerre – ce qui, soit dit en passant, explique leur combativité. Cela est également vrai de la résistance à la mécanisation. Il aurait suffi que l'exode vers les zones industrialisées et les villes (sans oublier l'Amérique et l'Europe) fût plus considérable pour qu'en conséquence le manque de main-d'œuvre créât une situation favorable à l'emploi de machines. Une fois débarrassée de tout apriorisme économiciste, la question qui nous préoccupe, dans toute sa complexité, se trouve reliée à un phénomène majeur, la faible immigration des paysans, qui restaient très intensément attachés à la terre qui les avait vus naître, où ils vivaient fraternellement avec leurs égaux, où ils avaient enterré leurs ancêtres [17]. Les liens affectifs particulièrement intenses qu'éprouvaient ces personnes pour leur entourage, leur attachement pour les paysages, les traditions, les fêtes, les senteurs, les saveurs et les chansons de leurs pays, expliquent que malgré les désagréments matériels qu'ils pouvaient connaître de temps à autre, ils restaient y vivre. C'est ainsi qu'ils combattirent avec héroïsme et détermination les vues de la législation libérale, les manigances des ministères de Madrid, la *guardia civil*, la prolixité stipendiée des intellectuels modernes, la mécanisation, qui tous tendaient au même but : en faire des sujets anonymes, des êtres déracinés, des pantins que le pouvoir institué pourrait manipuler à sa guise.

[17] Parmi les ouvrages qui témoignent parfaitement de cet amour passionné et infaillible des paysans pour leurs villages, *Historia y leyenda mágica de Tarazona de la Mancha*, A. Martinez y J. Gallego, Albacete, 1997. Cet état d'esprit collectif était présent même là où le peuple avait été privé par l'absolutisme et le libéralisme de l'intégralité, ou presque, de ses terrains communaux. Restaient alors une forme de chaleureuse convivialité, la joie d'être ensemble, de s'aimer et de s'entraider, et ainsi de résister aux agressions, de l'État et des ploutocrates sans se laisser aller à cette solution lâche et égoïste qu'est l'émigration. Voilà ce qui se passait dans les zones de *latifundio* et qui explique, bien plus que les motivations pécuniaires, l'opposition populaire à l'introduction des machines. Pour les données quantitatives et géographiques de l'histoire de l'immigration de la campagne vers les villes, voir *Del éxodo rural y del éxodo urbano*, L. A. Camarero, Madrid, 1993.

La différence est nette avec l'histoire d'autres pays, l'Angleterre par exemple. Là-bas, la vente des communaux (en dehors du fait qu'ils étaient de taille réduite, il est douteux qu'on puisse les appeler ainsi) a été accueillie avec indifférence, quand ce n'était pas avec un sentiment d'approbation, par les classes modestes. Les membres de ces classes échangeaient des droits communaux minables contre quelques sous ou une gorgée d'eau-de-vie, et immigraient *illico* vers les régions industrielles ou les villes, pour grossir les rangs de l'armée des néo-esclaves d'usine, qui permirent la rapide industrialisation du pays (n'oublions pas que la résistance luddite fut l'exception, pas la règle).

Ici, en Espagne, cela n'a pas eu lieu. Il n'y a pas eu d'afflux massif vers les régions industrielles (pas avant le franquisme des années 1950-60), par conséquent la grande industrie a manqué d'une ressource essentielle pour pouvoir se développer, à savoir une main-d'œuvre surabondante, bon marché, disposée à toutes les humiliations. Autrement dit, les particularités de la société populaire traditionnelle espagnole expliquent en grande partie cet « échec de la révolution industrielle », qui a tant fait jaser les vanitocrates de droite et de gauche.

Voyons à présent quelle a été la réponse à l'industrialisation de l'agriculture dans les régions dites de *minifundio*, où le travail salarié était marginal. Les paysans y avaient un pouvoir sur leurs propres vies beaucoup plus important que dans les zones de *latifundio*, car la bourgeoisie rurale, quand il y en avait une, était languissante. Par contre, comme chaque famille devait vendre entre le quart et la moitié de sa production sur le marché pour se procurer le numéraire nécessaire au paiement des impôts, il existait bien une bourgeoisie commerciale, installée dans les capitales régionales et les grands domaines. Dans ces régions, l'ennemi principal était l'État, et la résistance que lui opposèrent les habitants fut l'occasion d'une lutte remarquable, assez largement inconnue, mais plus intense que les conflits des zones de *latifundio* [18]. Elle

[18] Le livre *Protesta popular y orden social en La Rioja de fin de siglo* réfute à raison la thèse d'une soi-disant supériorité des zones de *latifundio*, du point de vue des luttes et conflits. D'autres monographies de même type, qui analysent sans *a priori* théoriques l'histoire des nombreuses régions et villages similaires à La Rioja, permettront de faire un sort au vieux

était même qualitativement supérieure, puisqu'elle visait sans détour l'éternel ennemi du peuple, l'État.

Les relations sociales empreintes de conseillisme, de solidarité et de communalisme engendrèrent une attitude mesurée et de bon sens vis-à-vis du machinisme, sans peurs ni technophilie. Les paysans rejetèrent les grandes machines, qui ne pouvaient rien leur apporter (même utilisées en coopérative), si ce n'est la destruction de leur vision du monde, du mode de vie et des valeurs auxquels ils étaient très attachés. C'est compréhensible, étant donné que le monde rural préfranquiste offrait à chaque individu, homme ou femme, de nombreuses satisfactions. Beaucoup y trouvaient une possibilité de se réaliser en tant qu'être humain bien supérieure, étant donné leur milieu social, à ce qu'ils pouvaient espérer dans les villes et les régions industrielles.

Même acquises collectivement, les grosses machines étaient jugées négativement par les paysans, car il leur fallait s'endetter à vie auprès des banques, recourir au marché plus systématiquement, travailler en vue de gains monétaires, être trop souvent en rapport avec des machines plutôt qu'avec des êtres humains. Ainsi, leur sort dépendait plus d'objets techniques que de l'assistance entre voisins, bref, les mettait à la merci d'entités abstraites, néfastes et incontrôlables. De plus, ces machines ne leur apportaient aucun avantage tangible, la majeure partie de la population ayant décidé de ne pas émigrer. En effet, les travaux agricoles les plus pénibles étaient probablement effectués à moindre coût et plus rapidement (il fallait compter cinq à huit jours d'une famille de petits cultivateurs pour la moisson à la faux et à la serpe) à la main, qu'avec des machines conduites par quelques-uns

---

lieu commun d'une historiographie louche et mal intentionnée, selon lequel il n'y a pas de conflit social hors du lien salarial (donc d'une lutte pour l'argent). Fait partie de ces études l'article de V. Clement, « El concepto de transición forestal y su interés para la comprensión de los bosques actuales ». Il y étudie la résistance des habitants de la Tierra de Pinares de Ségovie à la spoliation des bois communaux par l'État, entérinée par la Ley de Montes de 1863 (loi complémentaire à Ley de desamortización civil de 1855). Il souligne la « dimension insurrectionnelle » d'une lutte opiniâtre, entretenue jusqu'à la guerre civile pour récupérer les pinèdes. Ce thème, comme d'autres de même nature, exigerait d'être étudié plus en détail.

(dans le cas où elles étaient achetées collectivement). Cela supposait de plus que la majorité des personnes restait là à regarder, tableau lamentable qui explique presque à lui seul que ces machines fussent rejetées. En conclusion, étant donné que les paysans de la zone conseilliste-communale n'ont pas été poussés à l'émigration, la mécanisation de l'agriculture y était impossible. Il fallait pour cela la destruction *préalable* du monde paysan, ce que le franquisme a parfaitement compris, quand il s'est agi d'assouvir sa frénésie industrialiste et impérialiste, comme nous le verrons par la suite.

Par ailleurs, étaient volontiers utilisées dans les fermes et les chaumières les inventions techniques bon marché, faciles d'entretien, que tout le monde pouvait contrôler directement : hachoirs mécaniques pour la charcuterie, presses, égreneuses, vanneuses, pompes pour transvaser les liquides, et même de petites centrales alimentées par les cours d'eau locaux fournissaient en courant les communautés. Les autres ustensiles étaient fabriqués à l'intérieur du monde rural, soit par des artisans rémunérés en espèces, soit par les agriculteurs et les bergers qui, sans se laisser bercer par les ritournelles modernisatrices sur la spécialisation productive, faisaient appel à leurs talents et leur habileté [19]. Ils menaient ainsi une existence bien plus riche et épanouissante que leurs infortunés congénères (aujourd'hui 95 % des travailleurs) obligés de répéter chaque jour une tâche unique, parcellaire, simple, monotone et absurde, ce qui à la fois porte atteinte à leurs capacités intellectuelles et ne leur laisse guère l'occasion de vivre avec effort, passion et dévouement, comme le devrait tout être humain.

Parmi les raisons du rejet populaire de la technologie industrielle moderne avant 1936, il faut également souligner la mauvaise qualité des objets et des outils offerts par l'industrie comparés aux objets fabriqués par les artisans locaux. Ce fait est souvent négligé, victime du préjugé selon lequel la grande industrie, utilisant les biens d'équipement les plus

[19] La limitation au strict nécessaire de la division du travail explique la richesse et l'intensité des expériences que vivaient les membres du monde populaire traditionnel. Un témoignage de ce beau phénomène nous est donné, entre autres, par Daniel Cuesta et Antonio Zavala dans *En la montana de León*. Voir aussi *La vida rural a Catalunya*.

modernes, et menée selon « les infaillibles [sic] préceptes de la science », offre une production de qualité supérieure, à moindre coût. Cependant, dès la moitié du XIX[e] siècle, tout le monde savait (même si peu de monde osait l'avouer) que les toiles de coton qui sortaient des nouveaux établissements industriels non seulement étaient de qualité inférieure aux vêtements en lin et en laine domestiques, mais étaient plus chers, si l'on prenait en compte leur coût global (en rajoutant au prix du marché les coûts invisibles). En plus d'être de moins bonne qualité [20], beaucoup d'objets étaient moins beaux, ce qui encourageait de nombreuses personnes à continuer à les fabriquer eux-mêmes ou alors à les acheter dans les ateliers populaires locaux.

En résumé, la difficulté pour la technologie moderne à s'imposer au monde rural d'avant-guerre ne peut être expliquée par des causes simplement économique, monétaire, d'efficacité productive, etc. La raison historique est à chercher dans la vision du monde, la sensibilité et la manière d'être communs aux campagnards. Pour eux, malgré des exceptions notables, le bien suprême n'était ni la richesse, ni la jouissance matérielle, la volupté ou les plaisirs sensuels, mais l'affection de leurs égaux et l'entraide. Ils cherchaient avant tout le plaisir d'être ensemble, et s'efforçaient d'être généreux les uns avec les autres, de

[20] Le livre *Los gabarreros de El Espinar* nous offre un cas précis et représentatif, celui des haches qu'utilisaient jusqu'il y a peu les bûcherons d'El Espinar (Ségovie). Ces derniers soutiennent unanimement que les haches forgées dans les villages (Navalmanzano, La Losa, Las Vegas de Matute) étaient de meilleure qualité que les « haches d'usines » disponibles dans les ferronneries ou celles importées de France. Ce livre nous offre aussi des éléments pertinents concernant la substitution malheureuse des anciennes haches par les tronçonneuses, plus dangereuses. Il souligne la gestion désastreuse des ingénieurs des eaux et forêts, ces agents de l'État qui ont fait tant de dommages à la société rurale traditionnelle. Pris ensemble, ces éléments dévoilent les traits essentiels de la technologie moderne et des techniciens. Dans *La artesanía popular. Reflexiones sobre el cambio cultural*, Antonio Limon nous montre que la plupart des ustensiles, outils et appareils artisanaux sont de meilleure qualité et meilleur marché que leurs équivalents industriels. Autre preuve que le monde de la modernité consacre la mauvaise qualité universelle et le triomphe du médiocre sur l'excellent, les races autochtones de bétail ont été remplacées par d'autres soi-disant plus efficaces. Ce qui a peut-être été gagné en quantité a évidemment été perdu en qualité. Résultat, la vache *cachega*, de Galice, dont la viande est « réputée supérieure à n'importe quelle autre », est au bord de l'extinction. (Cf. *Razas ganaderas españolas bovinas,* p. 117.)

travailler collectivement en toute occasion. Bref, c'était une société conviviale. Les ordonnances locales de Munain [21] (Alava), rédigées par un conseil ouvert jusqu'en 1577 (et encore vivaces, de manière informelle, à la fin du XIX^e^ siècle), vraisemblablement sur la base d'un ancien privilège municipal, nous offrent un aperçu de cette splendide et exemplaire conception du monde. On y lit:

> « Nous voulons et ordonnons que… nous nous aimions les uns les autres d'un amour franc et sincère par le cœur et par la raison, comme s'aimaient nos ancêtres quand ce village et cette église ont été fondés et comme chacun doit aimer son prochain. »

Dans ce paragraphe, la vibration affective du texte de loi rejoint un souvenir ému des ancêtres, dont on pense qu'ils ont fondé Munain grâce à un acte originel d'amour communal, qui doit être renouvelé chaque jour par leurs descendants, unis de leur propre volonté par un amour réciproque. Inutile de dire que tant que cette conception du monde prédominait, elle laissait peu d'occasions de prospérer aux techniciens, aux technocrates et à la technologie.

Evidemment, cette vision des choses a plus ou moins été entamée par la diffusion par le haut de l'idéologie absolutiste et libérale, consacrant la primauté de l'intérêt personnel, autrement dit l'égoïsme et l'inimitié, la guerre de tous contre tous, pour le plus grand bénéfice de l'État. Le *Rapport sur la loi agraire* de Jovellanos (1795) constitue la matrice idéologique des diverses aliénations de terres, ainsi que de la législation et de la théorie libérales. Le noble asturien [22], partant de questions agricoles (qui, en vérité, l'intéressaient peu en tant que telles), cherchait manifestement – à voir les résultats – une transformation radicale de la manière propre de sentir, de penser et d'être d'une société relativement conviviale, où l'État est faible, pour laisser la voie libre à une société concurrentielle, hobbesienne. La guerre universelle de tous contre tous, le triomphe de l'intérêt personnel, le déchaînement des plus féroces appétits de pouvoir, de plaisir et de réputation permettraient ainsi un renforcement formidable de l'État et du capital, au détriment, cela va

[21] Dans *Ordenanzas de buen gobierno de las Concejos de Álava*, p. 54.
[22] Jovellanos était originaire de Gijón.

sans dire, de la liberté, du bien-être, de l'autonomie politique et de la dignité du peuple. Les attaques de ce texte contre les valeurs les plus essentielles à la civilisation ne sont pas restées sans effets.

Cependant, avant 1936, les lugubres maximes jovellanistes n'eurent qu'un impact limité sur les multitudes rurales, et ce, malgré les aliénations de biens (qui rendaient les gens individualistes, égoïstes et associables, malgré eux ! Voilà qui prouve l'essence despotique du libéralisme), l'endoctrinement et la législation. Par conséquent, les agents de l'État, à savoir : le secrétaire de Mairie, l'instituteur, l'ingénieur des eaux et forêts, le percepteur, la *guardia civil*, le prêtre, le juge, pour ne citer que les plus actifs, rencontraient d'énormes difficultés dans l'exercice de leurs illégitimes fonctions. Il faut ajouter le peu de fidélité accordée à la « nation espagnole », astuce rhétorique utilisée par le libéralisme confondant l'Espagne avec la minorité qui tyrannisait le pays depuis Madrid. Les gens accordaient plus volontiers leur confiance à des habitants de leur région, suivant les lois en vigueur dans le système communal. Cela les renforçait dans leur refus acharné de payer les impôts et dans leur hostilité à l'égard des lois promulguées par le Parlement et le gouvernement. De plus, jusqu'à la fin du XIX$^{e}$ siècle, on continuait de rédiger des ordonnances communales dans les villages de la moitié nord, passant allègrement outre le précepte numéro un des constitutions libérales, selon lequel le pouvoir législatif appartient exclusivement au Parlement et qui conférait une importance démesurée aux politiciens madrilènes. Fait important, le refus de la conscription naît de la même attitude envers la « nation espagnole ». Il fallait enrôler de force ces hommes vaillants, généreux et robustes, qui s'avérèrent de piteux soldats, comme l'ont montré la Guerre de Cuba puis la Guerre du Maroc. C'est pour cela que le vieil empire n'a pas pu être conservé, ni de nouvel empire conquis, à l'époque où les obsolètes *empires de la couronne* se désagrégeaient en faveur de plus puissants *empires nationaux*.

Suivant en cela leur nature brutale, la constitution libérale de 1812 et toutes celles qui l'ont suivie ont nié et mis hors-la-loi le conseil ouvert. Cependant, celui-ci a persisté, et a contrecarré voire court-circuité localement l'autorité de l'État, en plus d'être à l'origine de tous les problèmes décrits plus hauts.

Mais il y a mieux. La classe ouvrière industrielle, née dans le deuxième quart du XIX[e] siècle, conserva de fortes attaches avec le monde préindustriel, en raison surtout de l'intégration régulière de paysans dans ses rangs. Par conséquent, et relativement aux autres pays européens, y étaient particulièrement vivaces les idéaux de communauté, l'entraide, le dédain pour tout ce qui a trait à l'argent et aux jouissances matérielles, le goût pour la délibération et la décision en assemblée, la méfiance envers les fonctionnaires des syndicats et des partis politiques. De la même manière, la propriété collective, la critique radicale du capitalisme prédateur, despotique et immoral, portée par les nouvelles idéologies ouvriéristes, marxistes et anarchistes, étaient familières d'un prolétariat issu du monde communal. Ce discours connut ainsi un succès extraordinaire auprès des ouvriers espagnols [23]. Cela rendait fort peu probable un mouvement ouvrier à la manière anglaise, allemande, etc., c'est-à- dire centré sur le conflit salarial, les questions de revenu, autrement dit réactionnaire.

C'est ainsi que la rencontre entre le mode de vie et les valeurs héritées du monde traditionnel espagnol et l'idéal radical du mouvement ouvrier a produit un prolétariat extrêmement combatif, cause directe de la Guerre civile [24]. Le système communal et collectiviste n'est pas en soi

[23] Dans *La ideologia politica del anarquismo espanol,* J. Alvarez Junco signale les tirages gigantesques des livres de Kropotkine, Marx, Bakounine, etc. Le fait que ces œuvres aient été largement plus diffusées en Espagne que dans n'importe quel pays nécessite une explication non idéologique, c'est-à-dire basée sur les caractéristiques réelles de la société. A notre avis, l'origine d'un phénomène si particulier est à chercher dans la coïncidence des thèses formulées par ces essayistes et les valeurs de la société populaire espagnole.

[24] De nombreux événements témoignent du lien intime existant entre le monde rural et la radicalité ouvrière à l'origine de la Guerre civile. Par exemple, dans les mois qui précédèrent juillet 1936, de nombreuses et farouches mobilisations eurent lieu en vue de récupérer les terrains communaux. Cela contraignit le gouvernement du Front populaire à soumettre dans l'urgence une loi de « recouvrement des biens communaux » au débat au Parlement. Ce n'était qu'une manœuvre démagogique, comme il en existait tant sous la II[e] République. D'autre part, quand les paysans se décidaient à occuper les communaux qu'ils considéraient comme leurs, ils étaient cruellement massacrés, comme à Yeste (Albacete), où dix-sept d'entre eux furent tués et plus d'une centaine blessés par la *guardia civil*, aux ordres du gouvernement du Front populaire. De plus, une partie des collectivités agraires formées dans la zone anti-franquiste se sont franchement inspirées de la situation

révolutionnaire, comme le montre la pathétique position défensive (et suicidaire) qu'il a adoptée face à l'État depuis le XIII[e] siècle au moins. Mais curieusement, grâce à l'apport des théories anarchistes et marxistes, il engendrera un mouvement prolétaire au moins en partie révolutionnaire. Cela signifie qu'avant-guerre, si l'on désirait obtenir un mouvement ouvrier à la manière européenne, domestiqué, docile, vénal et consumériste, dont le but serait de vivre comme le font les porcs, il fallait impérativement chambouler de fond en comble la société populaire traditionnelle. Le franquisme seul y parvint, le libéralisme s'étant montré incapable et impuissant pendant plus de cent ans, malgré quelques résultats significatifs ici et là.

Cependant l'incompatibilité entre l'univers populaire-traditionnel d'une part, et l'État et le capitalisme d'autre part, est beaucoup plus profonde. L'entraide et l'assistance étaient des pratiques bien ancrées, ce qui empêchait une prolétarisation massive et freinait la concentration du capital. Le développement des régions industrielles était ainsi limité par le petit nombre des dépossédés susceptibles d'y émigrer. La méfiance voire l'hostilité envers l'argent, ajoutée à l'habitude très répandue chez les paysans d'échanger des produits et des services équivalents sans passer par l'argent, étaient un obstacle à la formation d'un système financier puissant. Le progrès de l'industrie s'en ressentait, ainsi que l'influence internationale du capitalisme espagnol, qui peinait à financer les expéditions belliqueuses et colonialistes de l'État. Les paysans restaient obstinément attachés à la polyculture, à l'autoconsommation et à la pratique de métiers variés, ce qui limitait de manière significative l'extension du marché intérieur, le développement du capital commercial, et la masse d'impôts indirects récoltée par l'État. Ainsi, une part considérable des ressources et de la main-d'œuvre échappait au contrôle des hommes d'affaires et des hauts fonctionnaires.

L'idéal populaire-traditionnel d'une vie simple et frugale, qui privilégie les valeurs et biens immatériels, spirituels, rendait impossible le développement de la consommation de masse. L'argent et ce que l'on

existante avant la vente des communaux. C'est le cas de Cuenca, où la synthèse entre tradition et révolution s'est exprimée clairement, cf. *Recuérdalo tu y recuérdalo a otros*.

peut acheter avec ne pouvaient jouer un rôle dans le contrôle des pensées, des émotions et de la conduite des individus. L'indépendance individuelle, la répugnance à obéir à des ordres venant d'autorités illégitimes, l'importance des notions de respect, de dignité et d'honneur, retardaient la prolétarisation et l'adaptation des individus au système de la fabrique. Les solides critères moraux de la société d'alors s'opposaient aux dégradations humaines et à l'immoralité qui sont les conséquences inévitables du système industriel. Ce fut une raison de plus de l'inadéquation entre ce système et les aspirations des individus.

Dernier point, le refus tenace par les paysans de la technologie sous ses deux formes, l'une négative : la destruction et l'incendie de machines dans les zones de *latifundio*, et l'autre positive : leur usage intense dans les zones de petite culture, empêchait l'industrie de disposer d'un marché intérieur un tant soit peu étendu. En conséquence, l'industrie ne pouvait produire en quantité suffisante et à un prix raisonnable les armes, les équipements militaires, explosifs, etc., sans lesquels il était impossible de mener les guerres coloniales ou inter-impérialistes. En effet, comme chacun sait, lors d'un conflit armé les munitions sortent très souvent des mêmes usines où l'on fabrique les grandes machines agricoles et les engrais chimiques. Face à la théorie idiote qui veut que le développement des forces productives, même sous le capitalisme, a quelque chose de bénéfique, les faits sont têtus : l'industrie lourde s'est développée au XIX$^{e}$ siècle avec pour objectif principal de pourvoir aux besoins de la marine et de l'infanterie dans leurs expéditions coloniales, à tel point que l'une comme l'autre consommaient la majeure partie de leur équipement en temps de paix, comme le démontre D.R. Headrick dans *The Tools of Empire: Technology and European Imperialism in the Nineteenth Century*.

La perte des derniers restes de l'empire colonial, en 1898, fut un choc considérable pour les classes supérieures espagnoles, qui plongèrent dans un désespoir profond, proche de la folie (les pleurnichements ridicules de la « génération de 98 » sont un exemple de ce désarroi). Elle s'attela alors à redéfinir la totalité des relations sociales afin de se doter d'un nouvel empire, ce qui la conduisit à augmenter peu à peu la pression sur le monde rural et le monde ouvrier, suivant des modalités

variables en fonction des différents régimes et gouvernements de l'époque. Les classes supérieures trouvèrent dans la II^e^ République de 1931 un instrument plus efficace que la monarchie, discréditée. Ce calcul s'avéra cependant malaisé, étant donné que le mouvement ouvrier et, *surtout*, le monde rural, entrèrent en effervescence, et opposèrent une résistance redoublée à l'État, probablement en réplique à la pression croissante que celui-ci exerçait sur le peuple.

En 1932 fut votée la Loi d'orientation de la réforme agraire de la II^e^ République, qui n'est qu'une version mise à jour du vieil argumentaire brutal de Jovellanos. Cette loi se proposait d'encourager la petite propriété capitaliste en encourageant la répartition des terres ; ce n'était qu'une promesse politicienne, non un compromis à établir, comme les faits le démontrèrent par la suite. L'intervention de l'État devait être renforcée par l'intermédiaire de l'IRA, l'Institut de réforme agraire, organisme de gestion destiné à étendre l'emprise funeste des ingénieurs des eaux et forêts et des agronomes, en leur attribuant un pouvoir légal considérable, des compétences administratives et des fonds supplémentaires. Il fallait encourager la productivité, ainsi que la spécialisation, la commercialisation et la marchandisation de l'agriculture, tout comme sa soumission au capital financier et commercial ; vendre ce qui restait du patrimoine collectif des villages et mécaniser l'élevage [25]. On cherchait à assener un coup fatal à la société traditionnelle. Le contenu de cette loi est quasiment identique, comme nous le verrons, au programme du régime de Franco. Seule différence, l'état d'insurrection des multitudes paysannes avant 1936 rendit la loi inapplicable.

[25] Pascual Carrión, ingénieur agronome, était le mentor de la politique agraire républicaine. Son œuvre la plus connue est *Los latifundios de España*. Dans ce texte machiavélique, les silences sont au moins aussi importants que ce qui est écrit. Pendant de nombreuses années, ce livre a été le guide de référence de la gauche malgré (ou plutôt, en raison de) sa défense enflammée de l'État et du Capital. De plus, son analyse historique, surprenante de médiocrité, n'est qu'une resucée des lieux communs libéraux sur le « féodalisme », souvent repris par les républicains, les modernes et les progressistes. Pour une critique sensée, quoiqu'incomplète, du programme et des réalisations agraires de la II^e^ République pendant la période non-socialiste (1931-33), consulter *El fracaso de la reforma agraria*, A. Lera, Madrid, 1934.

# II.

Le franquisme accorde une place cardinale à la notion d'empire, au sens où l'empire est ce qui ouvre la voie vers le bien suprême, suivant la devise « Par l'Empire jusqu'à Dieu ». C'est ainsi qu'il est présenté dans les écrits des porte-parole de la classe dominante à partir de 1898, dans les vingt-sept points du manifeste de la Phalange espagnole (troisième point : « Nous voulons l'Empire. Nous affirmons que l'Espagne trouvera son accomplissement historique dans l'Empire »), et dans tous les textes théoriques et de propagande du franquisme. Empire est synonyme d'industrie puissante, de capital bancaire dynamique car c'est par ces moyens que le pouvoir se procure les armes, le crédit et les soldats nécessaires pour soumettre la population à ses exigences. Pour cette raison, l'industrialisme [26] et l'expansion du capital bancaire sont le trait saillant du programme économique du régime de Franco, élaboré par un groupe restreint d'intellectuels, d'hommes politiques et d'ingénieurs [27], bien avant 1936.

---

[26] Dans *La economia política del franquismo (1940-1970). Dirigismo, mercado y planification*, M. J. Gonzâles mentionne le « fétichisme de l'industrie » du régime de Franco (p. 45), qui sacrifiait tout au développement de l'industrie, en particulier l'industrie lourde et l'industrie d'armement. Ainsi, dans les années de disette postérieures à la Guerre civile, de grandes quantités d'aliments étaient exportées en vue d'acquérir les biens d'équipement et les matières premières destinées à l'industrie, au mépris des souffrances de la population, particulièrement affamée dans les villes et régions industrielles. Le livre de Elena San Roman, *Ejército e industria: el nacimiento del INI*, éclaire parfaitement la relation entre franquisme, industrialisation à tout prix, militarisme et empire. L'ouvrage *El Estado y el cambio tecnológico en la industrialización tardia. Un análisis del caso español*, WAA, Madrid, 1984, montre le rôle crucial de l'État dans la mécanisation et l'industrialisation. Cependant, ce texte prétend ne trouver que dans les pays d'industrialisation tardive un rôle central de l'État, alors que c'est partout le cas, selon des modalités légèrement différentes. La révolution industrielle anglaise n'échappe pas à la règle.

[27] Parmi les précurseurs du franquisme en matière de politique économique, citons, en plus de Ramiro de Maetzu, dont nous parlerons plus tard, un auteur tel que J. M. Salaverria. Dans son livre *La afirmación española*, il se fait laudateur enthousiaste de l'utilisation de l'argent, de la technologie, de la productivité et de l'industrialisme à des fins patriotiques et impériales. Son idéologie est résumée dans cette assertion : « l'Espagne

Comme nous l'avons vu, ce programme exigeait la désintégration de l'univers populaire de la glèbe, dans les zones de *latifundio*, mais surtout dans les régions qui conservaient un patrimoine spirituel et matériel. A telle enseigne que dans les vingt-sept points de la Phalange, il n'est fait presque aucune mention du prolétariat industriel, alors que les points 17 à 22 définissent un programme pour la paysannerie. Ce programme sera par la suite appliqué par les gouvernements franquistes, à une ou deux phrases démagogiques près. Cela signifie logiquement que les classes supérieures ne craignaient nullement une soi-disant révolution prolétarienne (elles avaient tiré l'enseignement de l'Allemagne, où de nombreux ouvriers avaient voté pour les nazis, auxquels ils apportèrent un appui décisif pour leur arrivée au pouvoir en 1933) ; ce qui inquiétait vraiment le pouvoir en place, c'était la résistance qu'il rencontrait dans les zones rurales. Il savait bien quelle était la cause principale de la Guerre civile.

Cependant, le franquisme une fois vainqueur rencontra une ferme opposition dans les campagnes. Alors qu'à partir de 1939 les ouvriers de l'industrie se limitèrent à une « résistance passive » au franquisme [28] –

---

se lèvera grâce à l'argent et à l'action. » A. Cabana présente quant à lui, dans *Nuevo iberismo*, des idées défendues et définies pendant de nombreuses années. Il examine avec grande sagacité la question de l'empire, et conclut que la puissance économique en est le fondement, car « les véritables dominations sont aujourd'hui d'ordre économique » (p. 152). De fait, cet auteur dessine les contours du programme économique néocolonialiste du franquisme, poursuivi par le régime parlementaire actuel tel qu'il a été institué par la constitution libérale de 1978.

[28] Cf. *Productores disciplinadosy minorias subversivas. Clase obreray conflictividad laboral en la España franquista,* C. Molinero y P. Ysás, Madrid, 1998. Pour des raisons idéologiques de moins en moins défendables, on a toujours tendu à exagérer l'opposition du prolétariat industriel au franquisme. La réalité est celle du conformisme de luttes éparses, limitées à des exigences purement salariales. Le franquisme a réussi à modifier complètement la nature de la classe ouvrière industrielle, et par conséquent son comportement. Jusqu'à la Guerre civile, ses actions témoignaient d'un certain élan révolutionnaire ; après la réorganisation complète des relations sociales, de l'imaginaire et de la sensibilité populaires réalisée par le régime de Franco, le prolétariat revendiqua à l'intérieur du cadre des institutions et valeurs dominantes, c'est-à-dire qu'il se limita à demander des soi-disant améliorations matérielles, et surtout de l'argent, de l'argent, et encore de l'argent. Sur ce point, il est intéressant de noter que l'insurrection armée des Asturies de 1934, la plus grande lutte ouvrière à strictement parler en Europe, a été menée par un prolétariat toujours lié à la terre, empreint des valeurs et de la culture du monde rural. C'est ce qui, à notre avis, explique sa combativité légendaire. Cf.

elle était en vérité plus « passive » que « résistante » –, les multitudes rurales résistèrent les armes à la main. De cette résistance qui dura jusqu'en 1952 (la guérilla antifranquiste), on peut mesurer l'importance à l'aune des chiffres suivants : 60 000 prisonniers, 7 000 hommes et femmes armées et plus de 1 000 exécutions extrajudiciaires de la part de la *guardia civil* et des groupes fascistes [29]. Un fait particulièrement significatif éclaire le phénomène que nous étudions. Avant le début des années 1950, date du triomphe définitif de l'État sur la société populaire traditionnelle (à l'issue d'un cycle de violence qui débute en fait en 1931, avec la II[e] République, et se conclut en 1952, les années 1936-1939 en étant les moments paroxystiques), rien qui scellât cette victoire n'était arrivé : ni exode rural ni agriculture industrielle, ni mécanisation de la campagne. Les conditions politiques et idéologiques nécessaires à l'éclosion de ces événements n'étaient pas réunies.

Bien que sous le franquisme la violence et la terreur fussent les principales modalités d'action de l'État, il faut également étudier les diverses stratégies qu'il utilisa au cours du temps pour installer, consolider, et rendre irréversible son triomphe.

L'argent est le premier moyen pour l'État d'arriver à ses fins, l'instrument privilégié de ses manigances. Cette évidence, que presque tout le monde nie (la gauche dite radicale, féministe y compris, est au moins aussi intimement convaincue que le franquisme des potentiels

---

*Hacia la revolución. Orígenes sociales del movimiento obrero en Asturias, 1860-1934,* A. Shubert, Barcelona, 1984.

[29] Jusqu'à présent, la résistance armée paysanne au franquisme a été très mal étudiée. Les partis pris politiques et idéologiques ont empêché ceux qui s'y sont intéressés d'accéder à une connaissance exacte des faits. Seule Mercedes Yusta évite les lieux communs et les jugements à l'emporte-pièce, voire la superficialité des auteurs qui l'ont précédée. Dans *La guerra de los vencidos,* Zaragoza, 1999, elle comprend (en fait, devine) que cette insurrection était une réaction des paysans au projet destructeur de leur monde tramé puis réalisé par le franquisme. Évidemment, ce sujet mérite d'être approfondi, d'être étudié à fond, avec une mentalité neuve, qui se propose de rechercher avant tout la vérité. Un fait reste indiscutable cependant : si on prétend que ce furent les formations politiques anti-franquistes qui furent à l'origine de la guérilla rurale, il faut expliquer pourquoi ces mêmes formations, bien mieux ancrées dans les villes et les régions industrielles, n'y ont pas trouvé une audience comparable, loin s'en faut.

« libérateurs » de l'argent), est clairement exposée par le penseur qui a le plus contribué à définir la doctrine et la pratique de l'État franquiste, Ramiro de Maetzu. C'était un réactionnaire intégral, admirateur du concile de Trente, de la Contre-Réforme et de l'Empire espagnol du XVI$^{e}$ siècle, ainsi qu'un fougueux anglophile (donc méprisant notre culture populaire). Dans son livre *El sentido reverencial del dinero* (Madrid, 1957), il expose remarquablement les possibilités qui s'ouvrent à la minorité au pouvoir lorsque le numéraire est vénéré et largement utilisé [30]. Maetzu, également auteur d'un hymne grossier à la colonisation espagnole en Amérique (*Defensa de la Hispanidad*), relie très justement argent et empire, ainsi qu'argent et déchéance du peuple. Celui-ci est destiné à n'être plus qu'un troupeau d'« *animales laborantes* », abruti par le régime de la fabrique, ne cherchant qu'à gagner un maximum d'argent pour acquérir un maximum d'objets. Dans cette optique, il formule dans *El sentido reverencial del dinero*, la devise de la société moderne, franquiste ou « démocratique » (parlementariste) : « *L'argent est sacré* » (p. 271). Cela peut paraître critiquable, risible, mais cette affirmation est sans conteste le nom donné au coup de grâce porté au monde populaire traditionnel. Et cela glace le sang.

Maeztu, dans son œuvre de jeunesse *Hacia otra Espana*, parue en 1899, étalait une prose pataude:

> « Gloire à l'or, l'or "vil" transformera la face aride et jaunie de notre sol en un riant visage : l'or "vil" nous donnera une nouvelle Espagne ! »

[30] *Hacia otra España*, Madrid, 1997, pp. 222-3, 143, 170, 90. Sur le rôle décisif de la pensée de Maeztu dans les orientations idéologiques et politiques du franquisme, lire *Origenes ideológicos del franquismo. Acción Espanola,* R. Morodo, Madrid, 1985. La constance avec laquelle le franquisme appliqua l'idéologie rancie de Maeztu est manifeste aussi dans la propagande. Les actualités cinématographiques obligatoires du franquisme, le NO-DO, nous en offrent un exemple. Le numéro mille, année 1962, présente 33 titres, 18 traitants de sujets nationaux (le reste traite de l'international). Parmi ces 18 titres, 2 font référence au Mouvement national (nom donné alors au parti fasciste), 2 à l'Armée, 1 à l'Église, 5 à des sujets divers, et 8 à des questions économiques, financières et techniques. Cela montre quelle était la préoccupation principale, l'obsession même du franquisme. Cf. *NO-DO, el tiempo y la memoria*, R. Tranche y V. Sánchez-Biosca, Madrid, 2001.

Il appelait ainsi de ses souhaits l'édification d'un pays impérialiste, où l'ensemble des relations sociales est organisé autour du numéraire et du pouvoir coercitif de l'État, où le peuple est ravalé à la condition de populace calculatrice et consommatrice, sans idéaux, sans idées même, et parfaitement obéissante. L'idéologie de Maeztu ne s'arrête pas là. Il écrit : « *Il nous faut* […] *des machines* », il défend l'usage massif d'engrais chimiques, les grands barrages, la mécanisation de l'agriculture, et précise qu'il faut contraindre cette dernière à « forcer le pas pour rattraper les avancées du commerce et de l'industrie ». Tout cela culmine dans un plaidoyer hédoniste du plus mauvais goût :

> « N'ayons pas de scrupules à désirer des biens matériels […], au contraire, réjouissons-nous du sybaritisme qui nous pousse à rechercher les meilleurs vins, la table finement garnie, le foyer douillet. »

Bref, on trouve chez Maeztu, dans ses moindres détails, la doctrine et le programme franquiste, ainsi que la doctrine et le programme de la quasi-totalité de l'opposition anti-franquiste, en particulier progressiste.

Examinons à présent la manière dont l'État a utilisé la puissance monétaire pour s'attaquer au monde rural. En 1937, au beau milieu de la guerre, est créé l'Office national du blé. Il était *obligatoire* de livrer tout son blé à cet organisme étatique, qui achetait cette céréale à un prix rentable pour les cultivateurs. Par la suite, ce mécanisme s'étendit à toutes les céréales et légumineuses. Le but avoué de cet Office était de protéger le modeste laboureur et d'encourager la production, mais les faits dévoilent de tout autres intentions. Les prix élevés, ainsi que les diverses prestations offertes par l'Office (silos, engrais, semis, etc.) créaient les conditions d'un abandon progressif d'une relative polyculture au profit de la monoculture céréalière. La production pour le marché, c'est-à-dire en vue d'obtenir des ressources monétaires, était encouragée. L'argent permettait à son tour, toujours *via* le marché, de se procurer les biens nécessaires à l'existence. Des millions d'agriculteurs modestes, attirés par des prix relativement élevés (les prix offerts par l'O. N. du Blé grevaient considérablement le budget de l'État), se sont peu à peu enfoncés dans les eaux méphitiques du marché. De plus, le blé étant payé en bons du Trésor, qui étaient convertis en argent comptant au guichet de banques privées, les paysans rentraient

en relation de manière régulière avec le capital financier et étaient ainsi intégrés de force au système bancaire. Convertis de cette manière en producteurs d'un bien unique, et consommateurs de tout le nécessaire par l'intermédiaire du numéraire, il était écrit que leur cosmogonie antérieure serait modifiée : en ce qui concerne la nature de l'argent, le sens du travail, les relations interpersonnelles, etc.

Ce n'est pas tout. Afin de désintégrer le monde rural, le franquisme y introduisit, par différents canaux, beaucoup d'argent. Les aides et les prêts à intérêt très bas étaient les mécanismes le plus souvent adoptés, ce qui conduisit un auteur à parler à propos de certains cas d' « hypertrophie du crédit » [31]. Ce procédé s'avéra adapté aux vues de l'État, qui missionna pour cette tâche le Crédit agricole, établissement étatique qui, en mettant en circulation une importante quantité de numéraire, habitua les gens à le manipuler. Le gouvernement franquiste adopta par ailleurs une politique monétaire particulièrement malicieuse, en augmentant la monnaie fiduciaire, même si cela provoquait une inflation constante et élevée. De 6 milliards de pesetas en 1939, la masse monétaire était passée à 31,6 milliards en 1950. Cela donne une idée de l'accélération vertigineuse de la monétarisation du pays.

L'installation, à charge de l'État, de systèmes d'irrigation à grande échelle, conduisit aux mêmes conséquences. L'arrivée de l'irrigation dans une commune provoquait sourdement mais irrémédiablement le passage à une agriculture marchande, de monoculture. Des investissements considérables, l'endettement, l'usage massif de machines et de produits phytosanitaires contribuèrent également à bouleverser la vision du monde existante dans les zones rurales.

Étaient chargés de l'action de l'État dans le monde rural un nombre incroyablement élevé d'organismes, sociétés et agences gouvernementales. Créés pour la plupart après 1936, tous étaient bien dotés en argent et en fonctionnaires, tous étaient chargés de détruire le

[31] Cf. *Tierra de campos. Cooperativismo y sindicalismo agrario*, Mateo Martinez, Valladolid 1982, p. 218-219. Pour une étude globale, étayée d'un appareil statistique, consulter *La agricultura en el desarrollo capitalista espanol (1940-1970)*, WAA, Madrid, 1975.

monde rural populaire. Il faut y ajouter le rôle important des associations d'Éleveurs et Paysans, version rustique du syndicat vertical fasciste, qui participèrent à la mécanisation en distribuant du carburant, des engrais chimiques, etc. La forêt domaniale, créée en 1935, a renchéri sur l'œuvre funeste d'ingénieurs des eaux et forêts, en recouvrant des millions d'hectares de pâturages et terrains communaux d'espèces à croissance rapide. La défense par les habitants de leurs droits ancestraux donna lieu à d'admirables affrontements avec les techniciens, les fonctionnaires et la *guardia civil*, particulièrement en Galice. Une fois privées de leurs ressources provenant des pâturages et bois communaux, beaucoup de communautés se retrouvèrent à la limite de la survie. Ceci encouragea dans une large mesure l'émigration à la ville [32], d'autant plus que l'État récoltait les impôts sans pour autant fournir les services en échange (médecins, routes, électricité, etc.).

L'Office rural du remembrement et de l'aménagement du territoire ne fut pas en reste. Sous prétexte de remédier à l'extrême fragmentation de la petite propriété, il favorisa encore plus la monoculture, et créa un contexte favorable à une mécanisation rapide de toutes les régions de petites et moyennes exploitations, exposa les paysans aux variations climatiques, enfin entama le patrimoine écologique et esthétique des campagnes [33]. Enfin, cerise sur le gâteau (nous arrêtons ici la liste des

[32] Un modeste poème asturien expose sans détour le phénomène : « Un jour de printemps/ dans la vallée de Turon/ devant mes yeux grands ouverts/ arriva le forestier. J'ai dû vendre ma jument/ ma mule et mes vaches/ car des pins m'a planté/ jusqu'au pas de ma porte. » Cf. Turón. *Crónica de medio siglo (1930-1980)*, M. J. Gonzalez, *Oviedo 1999*, p. 87. Concernant la magnifique résistance populaire contre le franquisme en Galice, lire *O monte comunal na Galicia contemporánea. Unha historia de resistancia*, D. Pereira y otros, A Estrada, 1999.

[33] Une conséquence souvent ignorée du remembrement éclaire la manière dont la conjonction de toutes ces mesures multiplient leurs effets. La plupart des immeubles et des champs n'étant pas inscrits au cadastre, ils ne pouvaient pas servir de garanties pour des prêts ou des hypothèques. Cependant, lors du remembrement, les nouvelles exploitations étaient enregistrées au cadastre, ce qui augmentait la « solvabilité » des agriculteurs, c'est-à-dire la possibilité de se soumettre aux banques et aux établissements financiers, et de se prolétariser le plus vite possible. Le remembrement répondait ainsi à deux objectifs de l'État. Lire *Servicio Nacional de Concentration Parcelariay Ordenación Rural, 1953-1963, alos 10 anos de su création*, Ministerio de Agricultura, Madrid, 1964, t. I, p. 212-213.

organismes, faute de place), l'Office d'encouragement de l'agriculture, qui prêcha village après village, maison après maison, les avantages merveilleux de la technologie. Voilà, soit dit en passant, un parfait exemple des coûts occultes de la technologie. En effet, c'est dans ce cas l'État qui supporte une part non négligeable des frais de commercialisation des semeuses, moissonneuses, batteuses, trieuses, etc.

Les décrets sur le remembrement, visant à détruire pour de bon les modes de vie des régions et villages auxquels ils étaient imposés, entrèrent en vigueur à partir de 1962. Une étude détaillée de ces décrets permettrait sans doute de tirer d'importantes conclusions sur les mobiles de l'action frénétique de l'État franquiste dans les campagnes. Le décret sur le remembrement du 2 janvier 1962 présente la petite exploitation comme le problème à régler de manière absolument prioritaire. En 1963, l'annonce du premier Plan de développement économique et social, applicable aux années 1964-1967 (loi 194/1963, 28 décembre), affirme de nouveau, pour l'agriculture, les mêmes lignes directrices qu'auparavant : augmentation de la productivité, transfert de main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie et les services, ouverture au marché et technicisation de la campagne, irrigation et reboisement à l'aide d'espèces non-indigènes, etc. Ces objectifs sont maintenus dans le II$^{e}$ plan (1968-72) et le III$^{e}$ plan (appliqué, pour des raisons politiques, à partir de 1973).

Tout cela, faut-il le souligner, va à l'encontre de l'image folklorique (et ridicule) du franquisme véhiculée tant par la littérature académique que par les écrits de propagande de la gauche progressiste, qui n'y voient qu'un ramassis de phalangistes, de curés et de militaires abrutis. La stratégie de l'État franquiste qui, comme nous l'avons montré, accordait très intelligemment les moyens aux fins, était inspirée par des personnes au savoir étendu (souvent des techniciens) possédant une large expérience des affaires. De ce point de vue, le parcours de Juan Antonio Suanzes est exemplaire : ingénieur naval, conseiller estimé de Franco, mentor de l'INI, deux fois ministre de l'Industrie, et rédacteur – au moins dans leurs premières versions – de quelques lois franquistes fondamentales, il fit partie de ces nombreux ingénieurs et techniciens qui donnèrent un tour franchement technocratique au premier franquisme

(ceci est également valable pour les techniciens proches de l'Opus Dei lors du second franquisme). Ce phénomène était tellement prononcé que certains ont pu parler d'« ingénierisme » du régime [34], affectant aussi bien les relations économiques que l'ensemble des relations sociales, comme le décrit J. Ellul dans *La Technique, enjeu du siècle* : la soumission de la totalité de l'existence à de strictes règles productivistes, mécaniques et inhumaines, inexorables et « rationnelles », qui régissent l'activité industrielle où règne la machine.

Les modifications profondes de la manière de concevoir le travail sont intimement liées au changement dans la manière de percevoir l'argent. Ce qui dans la société traditionnelle n'était rien de plus qu'un devoir et un moyen de se procurer en un temps minimum le nécessaire tout en participant au bien commun, était devenu sous le franquisme le but unique de l'existence, conformément à l'idéologie néo-esclavagiste de la « vocation », importée du nord et du centre de l'Europe. Le travail s'est ainsi transformé en un moyen pénible d'obtenir de l'argent nécessaire à une vie purement animale, dédiée à la maximisation des satisfactions matérielles. Autrement dit, la vie se résuma à travailler, gagner de l'argent, produire et consommer, sans laisser de temps, d'énergie et de désir pour quoi que ce soit d'autre. L'attention envers la famille tendit à diminuer, et avec l'affection envers les enfants, la notion même d'amitié fut gravement menacée, tandis que les valeurs civiques et les obligations qu'elles supposent pour chaque individu étaient oubliées, le perfectionnement moral complètement mis de côté, l'enrichissement intellectuel tiré de l'expérience négligé.

---

[34] Sur ce sujet on peut lire l'intéressante (mais quelque peu limitée et parfois superficielle) analyse de C. Velasco : « El "ingenierismo" como directriz básica de la politica económica durante la autarquia (1936-1951) ». On retrouve l'enthousiasme débordant des hiérarques franquistes pour la technologie dans les ouvrages de l'ineffable E. Jiménez Caballero, membre du groupe fondateur de la Phalange. Dans *Hercules jugando a los dados*, il nomme la machine « notre divinité », mais le meilleur se trouve dans Roma madré. En ce qui concerne l'idéologie et l'œuvre de l'inspirateur de l'INI, lire Juan Antonio Suanzes *1891-1977. La politica industrial de la postguerra*. Tous ces textes, au rebours de la littérature courante, décrivent le franquisme comme un gouvernement de techniciens dans un contexte de terreur, dans lequel les phalangistes et le clergé n'ont de rôle que dans des institutions de propagande de peu d'importance.

Le résultat de tout cela fut un abrutissement et une dégradation effroyables de l'individu moyen, dont les qualités chutèrent brutalement, jusqu'à devenir un moins que rien, comme nous pouvons l'observer de nos jours. Le franquisme a obtenu dans ce domaine un succès fracassant, bien aidé dans cette vile entreprise par l'anti-franquisme professé par la gauche modernisatrice et industrialiste, en particulier féministe qui, en plaçant l'argent et le travail salarié au centre de ses conceptions bien singulières de l' « émancipation » des femmes, s'est retrouvé en phase avec le franquisme.

Malgré tout, l'argent et la modernisation économique n'ont pas suffi, loin de là, à donner le coup de grâce à la société populaire paysanne. D'un point de vue politique, l'interdiction par le franquisme du *concejo abierto* [conseil ouvert] a été déterminante, aussi bien pour faire taire les voix dissidentes, que pour familiariser tout un chacun aux rapports hiérarchiques, bien mieux adaptés au monde de l'entreprise capitaliste et de la technologie. Là, une minorité ordonne et la masse obéit en silence, l'entendement est réservé à la première, et la masse ne comprend ni le pourquoi ni le comment. Cet état de chose est totalement différent dans les assemblées de village, qui visent au développement mutuel de leurs membres à travers la résolution des questions débattues, et à ce que chacun expose oralement, avec respect, chaleur – et si possible, avec élégance – son point de vue.

Coïncidence troublante, le franquisme a adopté vis-à-vis du *concejo abierto* les mêmes mesures que le libéralisme, c'est-à-dire qu'il a interdit le *concejo abierto*, et a attribué au préfet la faculté de nommer le maire et le conseil municipal. Promulguée dans la foulée de la Constitution de 1812, la loi de 1813 charge le gouverneur de province (choisi par le roi) de désigner les autorités de chaque ville et village. Bien que le *concejo abierto*, une institution millénaire, ait logiquement pâti de ces mesures, il est resté vivace tout au long du XIX$^{e}$ siècle. En réaction à cette activité vigoureuse, le « Statut municipal » espagnol de 1924 et la « Loi municipale catalane » de 1933 lui reconnaissent très démagogiquement une existence légale, tout en dénaturant complètement sa fonction (la loi de 1985, « Loi d'orientation pour les institutions locales » pour les agglomérations de moins de cent

habitants, agit dans le même sens). Sans doute ne croyait-on plus dans les hautes sphères du pouvoir à l'efficacité des stratégies antérieures, trop répressives. Inspirée des idées retorses de ce faux ami du peuple qu'est Joaquin Costa, une stratégie plus douce et conciliante fut adoptée, qui visait tout autant à l'éradica- tion définitive du *concejo abierto*.

Enfin, l'État espagnol a puissamment œuvré pour modifier de fond en comble les valeurs, les préjugés existentiels les plus ancrés, et même les émotions, les désirs et les passions des individus. Ce point est peut-être décisif. En effet, comment provoquer l'exode de personnes extrêmement liées à leur univers, si ce n'est en favorisant chez elle un état d'esprit hostile et méprisant, voire haineux, à l'égard du monde qu'elles abandonnent ? Il fallait pour l'État que chaque individu ait honte de ce qu'il était, de ce qu'étaient les siens, de la vie qu'il menait, des instruments qu'il maniait, des savoirs qu'il entretenait, du paysage qui l'entourait, des émotions et des sentiments qu'il éprouvait. Force est de constater que les franquistes menèrent à bien cette entreprise avec un talent extraordinaire : en un bref espace de temps, des millions d'êtres humains dépositaires d'une culture millénaire richissime en vinrent à cracher sur eux-mêmes, sur leurs égaux et sur la tombe de leurs ancêtres, pour ensuite abandonner leurs villages natals et émigrer vers les villes et les régions industrielles, l'esprit enflammé par la passion malsaine de l'argent, du progrès, des jouissances, de la consommation, de la technique et de la modernité. En somme, le franquisme a attiré la société populaire traditionnelle dans son piège mortel avec les « leurres de la convoitise et des plaisirs » (pour reprendre une expression de Fernando de Rojas dans *La Celestina*), pour lui substituer un ordre social bien inférieur. Ce fait historique, décisif, doit être analysé très attentivement.

Comment y sont-ils arrivés ? Répondre à cette question nécessite la plus grande prudence, tant il est vrai que la connaissance des techniques et stratagèmes utilisés par le franquisme est encore très lacunaire. Nous nous contenterons donc de délimiter quelques pistes. Il faut reconnaître que le régime de Franco héritait d'une littérature considérable dénigrant la paysannerie, depuis les illustrés minables du XVIII$^{e}$ siècle, jusqu'aux hérauts de la modernité, comme Buñuel (son documentaire de 1933 sur

Las Hurdes, *Tierra sin Pan*, qui est un faux, est proprement honteux), Azorin, Machado, et tant d'autres. Les dirigeants des partis et syndicats ouvriers [35] ne sont pas en reste, eux qui méprisaient la paysannerie tout autant que la minorité au pouvoir.

L'école a été d'une efficacité certaine. S'entend l'école publique, financée par l'État, qui n'a remplacé qu'au XX^e^ siècle les dernières écoles de villages, dont les enseignants, issus des villages mêmes, n'étaient pas nommés par l'Académie. Les maîtres d'écoles fonctionnaires présentaient à leurs élèves, même dans les villages les plus isolés, une image négative du monde paysan, ainsi qu'une image embellie du monde urbain. Cela explique que dès avant 1936, les enfants les plus appliqués étaient très disposés à émigrer. A notre avis, c'est le résultat que recherchait secrètement la II^e^ République quand elle attribua un budget important à l'enseignement primaire. Le franquisme a fait preuve de largesses dans l'attribution de bourses pour le lycée et l'université aux élèves les plus doués des campagnes. Cela a contribué à les déraciner, les séparer de leurs parents, les convertir au dogme de la réussite personnelle, à les enrôler dans l'entreprise de destruction du monde rural. Signalons à ce propos, qu'à l'encontre d'un préjugé victimiste, le franquisme n'a pas oublié les femmes : pendant l'année scolaire 1966-1967, elles représentaient 40 % des bacheliers et 30 % des étudiants à l'université.

Il faut aussi prendre en compte la quantité formidable d'ouvrages (peut-être plusieurs centaines pour le seul premier tiers du XX^e^ siècle) qui décrivaient la société traditionnelle de manière diffamatoire et

[35] Luis Jiménez de Asua illustre parfaitement ce propos. Avocat célèbre proche du PSOE, il défendit les habitants de Castilblanco (Badajoz), qui, à la fin de l'année 1931, ôtèrent la vie à quatre membres de la *guardia civil*, au cours d'un valeureux et légitime mouvement défensif. Dans sa plaidoirie devant le tribunal, il présenta ses clients (et avec eux tous les habitants de leur région, en Estrémadure), comme souffrant de toutes sortes de tares et de handicaps, pour conclure sans équivoque à une « dégénérescence raciale » qui explique au fond, selon lui, les faits de violence. Cf. *Castilblanco*, Madrid, 1933. On trouve dans les publications du PCE, de la CNT et de tous les organes ouvriers de l'époque, de nombreux textes qui abondent dans le sens d'un dénigrement des paysans, qui va souvent jusqu'au discours raciste pur et simple.

malveillante. Précisons que nous ne visons pas ici les observations, les critiques (mêmes acerbes) menées avec un souci de vérité et d'impartialité et le goût de l'enquête, car il s'agit de livres remplis des mensonges les plus grossiers, des affirmations les plus à l'emporte-pièce, fruits de la mauvaise foi voire de l'arrivisme. Il est certain que la société traditionnelle populaire méritait une critique éclairée de son passé (qui pourrait même commencer au XIII[e] siècle), à la hauteur de ses tares et de ses déficiences évidentes. Malheureusement, les tentatives dans ce sens sont très rares ; la quantité fantastique de pamphlets infamants a étouffé le travail de critique salutaire. De son côté, la presse, très active à partir de la deuxième moitié du XIX[e] siècle, et qui servait de repaire aux idéocrates et aux écrivains en herbe assoiffés de réputation et de pouvoir, offrait à son lectorat pléthore d'articles diffamant sans scrupule les « bouseux ».

Toutes ces armes étaient dirigées contre la société traditionnelle populaire bien avant le franquisme, qui, à son tour, tenta d'en tirer le meilleur parti possible. Cependant le franquisme, comme le fascisme en général, adorait la modernité de son époque, en laquelle il voyait un mouvement dynamique, non conformiste, jeune, anti-passéiste et fervent partisan de la technique, tenue pour révolutionnaire. En conséquence, il utilisa pour ses besoins des procédés totalement nouveaux. Dès la Guerre civile, le camp fasciste se servait de la radio avec une habileté bien supérieure à celle de ses rivaux républicains. Plus tard, la radio [36], ainsi que le cinéma, furent deux instruments de propagande essentiels dans la lutte contre le monde rural.

Ces deux systèmes techniques impliquent, quel que soit le message qu'ils véhiculent, une soumission et une réduction de l'individu, ils violent sa liberté de conscience, qui est la première des libertés, ils servent un endoctrinement sans précédent dans l'histoire de l'humanité, et avalisent une relation hiérarchique entre la voix et l'image qui parle d'en haut, et le peuple silencieux et passif, en bas.

[36] Tout porte à penser que la radio eut un rôle crucial dans la destruction du monde rural, comme dans la victoire et le maintien au pouvoir du franquisme, mais sur ce sujet, tout reste à étudier. Le livre *Historia de la radio en España*, 2 vol., A. Balsebre, Madrid, 2001, est de quelque utilité.

C'est grâce à la radio et au cinéma (et plus tard la télévision), que le franquisme réussit, dans un contexte où la liberté d'expression était nulle, à obtenir ce qu'il voulait, que nous avons décrit plus haut : moderniser la mentalité des paysans, en les amenant à nier complètement leurs racines culturelles et leurs valeurs essentielles. Conséquence logique, les gens se dirigèrent en masse vers la nouvelle Jérusalem céleste, les lugubres banlieues ouvrières, dans les endroits où l'industrie était bien établie. Là, les magnifiques nouveautés vantées par les stars de l'écran, les fabuleuses promesses récitées par une voix chaleureuse, présentées par un visage séduisant, devenaient triste réalité. Ce fut, bien plus que le cinéma autochtone, le cinéma d'Hollywood (tellement apprécié par les intellectuels progressistes), produit dans un pays « démocratique », qui servit le mieux le fascisme espagnol pour inculquer à des millions de personnes les antivaleurs qui allaient atteindre leur humanité, leurs qualités propres, leur intelligence naturelle, leur volonté autonome, leur sociabilité, leur spiritualité, leur générosité, leur ascétisme individuel, leur goût de l'effort, leur courage, leur sens moral et leur sensibilité.

Qu'est devenu le patrimoine culturel du peuple ? C'était un patrimoine immense, colossal, car il rassemblait les savoirs utiles à l'élevage, l'agriculture, aux métiers ; la médecine et la pharmacopée populaire, la musique, les danses et les ballets vernaculaires, les costumes et les habits, la tradition orale aussi bien en prose qu'en vers, l'architecture populaire (très belle et très variée), la gastronomie locale, les fêtes et les spectacles, etc. Ce patrimoine a été jeté aux orties, et il est en quasi-totalité éteint. Au mieux, il a été enfermé dans les musées. Les langues autres que le castillan, le basque, le galicien, le catalan ont été agressées avec une fureur bestiale, dans l'intention de les faire disparaître, ce qui fut le cas de l'ancien aragonais.

Étudions à présent un exemple précis de la politique du franquisme dans le domaine de la culture, avec le très riche héritage des danses régionales. Tout d'abord, le franquisme interdit toute manifestation

populaire spontanée, c'est-à-dire, qui ne soit pas contrôlé par l'État [37], l'Église ou le Capital. Il encourage ainsi la passivité, il marchandise les fêtes et surtout, il *dépouille les gens de leur propre culture*. Ensuite, il encourage sans retenue la diffusion à la radio et au cinéma de la musique moderne (en particulier d'origine anglo-saxonne) commerciale, bête et frivole. Enfin, il charge les Sections féminines de la Phalange espagnole traditionaliste et de la Jons [38] d'intervenir dans cette affaire.

Les *Coros y Danzas* [39] de la Section féminine sont en réalité une agence gouvernementale de plus dans la liste que nous avons établie. En pénétrant en profondeur à l'intérieur du monde rural traditionnel, elle visait à le déraciner pour ensuite le détruire entièrement [40]. Les

[37] Dans son *Histoire de Daroca*, J. L. Corral raconte qu'une fois la guerre gagnée, les franquistes interdirent à Daroca (ville de la région de Saragosse) toute réunion collective qui ne soit pas religieuse. En conséquence, la « disparition des fêtes populaires » entraîna « la disparition des signes constitutifs de l'identité de Daroca et de ses habitants. » Ce constat peut être étendu à tous les villes et villages d'Espagne. J. Sânchez Jimenez écrit à son tour: « Avec la fin de la guerre, en 1939, les coutumes et les traditions qui vivaient depuis des siècles à travers les fêtes furent progressivement atteintes par l'oubli et leur interdiction. » Cf. *La Vida rural en la España del siglo XX*. Prétendre, comme le fait l'anti-franquisme moderniste, étatique, pro-capitaliste et technophile, que le franquisme était une expression ou était en phase avec la société traditionnelle populaire, n'est qu'une infâme calomnie. En vérité cette société dut supporter la répression et les agressions les plus sévères. Un exemple nous en est fourni par le livre de G. Manrique, Yanguas de Soria, *Cultura popular pastoril*: rassemblant le répertoire de chansons de cette région, riche de chansons de mariages, de devinettes, de pastorales, de chants de Noël, mais aussi de « quelques chansons érotiques pour un chansonnier privé », il donne les paroles de toutes les chansons… sauf celles à connotations sexuelles ! La censure franquiste avait empêché leur publication.

[38] *Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista* : mouvement d'extrême droite fondé en 1931 [NdT].

[39] Chœurs et ballets [NdT].

[40] Toutes les études sur ce sujet, sans exception, sont d'accord pour dire que le triomphe du franquisme a immédiatement ouvert une période de crise pour la musique populaire traditionnelle, qui s'est soldée par une régression et une quasi-extinction de cette dernière. Dans un travail bien documenté (*Dulzaineros y redoblantes,* Valladolid, 2002), J. Delfin Val signale, par exemple, le nombre élevé de musiciens fusillés par le franquisme au centre de la Vieille-Castille. Voilà qui contredit le bobard selon lequel la société populaire castillane n'a pas résisté au *pronunciamiento*. Sachez que Agapito Marazuela, le grand musicologue du monde traditionnel et l'inoubliable joueur de pipeau auteur de *Cancionero de Castilla,* forma en juillet 1936 un bataillon de miliciens de Ségovie qui combattit les militaires factieux entre Talavera et Madrid. Cf. « Las milicias populares

extraordinaires variété et qualité des musiques, danses et chants populaires, ainsi que leur popularité, empêchaient que leur interdiction pure et simple fût efficace. Pour cette raison, une stratégie indirecte, plus machiavélique, fut adoptée. Il s'agissait de s'approprier cette partie de la culture populaire, en l'extorquant littéralement au peuple, puis de la modifier volontairement en altérant les mélodies, les paroles, les danses, pour donner une allure passéiste, niaise et bigote à cette partie de l'âme populaire. Malheureusement pour notre héritage culturel et pour le bon goût, cette entreprise a obtenu un certain succès, et dans de nombreux cas les gens ont fini par considérer comme étranger ce qu'eux-mêmes avaient créé et perfectionné depuis des siècles. Cet aspect de la culture populaire a été en bonne partie liquidé, et l'aurait été entièrement n'était la bonne volonté de personnes anonymes qui défendirent la musique traditionnelle face à l'intervention des *Coros y Danzas*. Quoi qu'il en soit, la musique populaire, particulièrement vivace jusqu'en 1936, ne s'est pas relevée de la crise profonde qu'elle connut après la Guerre Civile.

Les spécialistes du folklore et les ethnologues sont impliqués, directement ou indirectement, dans les manœuvres sournoises de la Section féminine. En bons fonctionnaires dont la mission était de faciliter la connaissance de la culture et de la société traditionnelle, ils donnèrent la main à l'action déprédatrice et dévastatrice de l'État. Certains participèrent directement à cette action (Menéndez Pidal, Garcia Matos, etc.), mais il ne faut pas exonérer la majorité d'entre eux, dont la recherche n'est et ne peut être ni neutre ni impartiale, ni anodine. Par ailleurs, la funeste influence des organisations féminines fascistes ne s'est pas limitée au domaine culturel. D'innombrables organismes ont été actifs, comme les *Hermandades de la Ciudad y el Campo*, les *Escuelas de Hogar*, etc. S'y ajoute l'Organisation syndicale

---

republicanas de origen castellanoleonés » dans *Historia y memoria de la guerra civil. Encuentros en Castilla y Léon*, Valladolid, 1988. En ce qui concerne la branche féminine de la Phalange, on consultera avec intérêt *La Espana que bailô con Franco,* Estrella Casero, Madrid, 2000 ; *Crónica de la Sección Femeninay su tiempo,* L. Suarez, Madrid, 1992, et, surtout, les très saisissantes (le vice parvient souvent à exercer une certaine attraction) *Canciones y danzas de Espana, Sección Femenina de F.E.T y J.O.N.S.,* Madrid, 1965.

franquiste, qui œuvra dans les campagnes à travers les *Obras Sindicales de Artesania, de Coopération y de Colonización*.

La mécanisation fut un des résultats du processus que nous venons d'étudier. Les quelques machines de grande taille, ainsi que les systèmes d'élevage intensif ont beaucoup souffert de la guerre. Après presque trois ans, il n'en restait plus beaucoup. Jusqu'à la fin des années 1940, le carburant et les pièces de rechange étaient rares, et il était presque impossible d'importer quoi que ce soit, à cause de la guerre de 1939-45. Une fois écrasée la résistance paysanne, au début des années 1950, l'élan vers la mécanisation fut irrésistible.

Dans les zones de *latifundio,* étant donné les nouvelles conditions politiques, les patrons avaient les coudées franches pour introduire de nouvelles machines. Dans les zones de petite propriété, l'exode rural provoqué par l'intervention de l'État, la marchandisation, le reboisement, et, surtout, l'acculturation et l'effondrement des valeurs fondatrices de la société populaire traditionnelle, dépeuplèrent les villages, dès lors prêts à accueillir des machines en nombre [41]. Ainsi, entre 1950 et 1970, le nombre de tracteurs passa de 13 000 à… 260 000 ! La consommation d'engrais chimique de 17 kg par personne à 72 kg. Le nombre de moissonneuses de 5 200 à 32 000 entre 1955 et 1970.

Parallèlement, de 1950 à 1981, 4,8 millions d'habitants quittèrent les communes de moins de deux mille habitants, qui offraient un contexte

[41] Dans une étude de la zone de latifundio au milieu des années 1960 (*La estabilidad del latifundismo*, Paris, 1968), J. Martinez Alier constate qu'il « n'y a pas d'union » entre les personnes issues du peuple (p. 149). En effet, les liens de diverses natures qui auparavant unissaient les gens se sont amenuisés ou ont disparu. Par conséquent, chacun adopte des solutions purement individuelles au lieu de solutions collectives. L'immigration, réponse individualiste et égoïste, est révélatrice du degré d'atomisation et de décomposition d'une société. C'est le franquisme qui a instauré le mode de vie détestable régnant aujourd'hui en Espagne, où les relations interpersonnelles sont très rares, la solitude, l'isolement et les maladies mentales très fréquentes. Exemple édifiant, la pêche dans la lagune de Valence, qui était collective depuis le XIII$^{e}$ siècle, a cessé de l'être dans les années 1950. C'est une preuve du talent effroyable du franquisme pour annihiler de belles et utiles traditions, souvent centenaires. Cf. « El cambio social en una comunidad rural », R. San Martin, dans *La problemática regional agraria en España*, Lérida, 1978.

favorable au mode de vie collectiviste et à l'organisation conseilliste jusqu'en 1936. Chaque village et chaque hameau perdit de la moitié à la totalité de ses habitants. Les communes de 2 000 à 10 000 habitants perdirent quant à elles 500 000 habitants. Cette masse de plus de cinq millions de personnes, jeunes dans leur grande majorité, se dirigea (« la révolte des jeunes », idéologie en vogue dans les années 1960, fut dans ce cas bien utile à l'État) vers les villes et les régions industrielles. Comme d'aucuns l'ont noté [42], ces personnes, qui émigrent à un âge où leurs facultés sont pleinement développées, enrichissent les régions qui les accueillent. En effet, ces cinq millions de personnes « dont l'éducation, l'alimentation, etc. avaient été prises en charge par ces petites communes » apportaient dans leur pérégrination tout ce qu'elles avaient coûté à leur commune d'origine. Il s'agit d'une somme fabuleuse, que de futures études devraient quantifier minutieusement.

Les auteurs favorables aux changements introduits par le franquisme dans l'agriculture (tous les auteurs de traités officiels) insinuent, voire affirment avec le toupet qui les caractérise, que grâce à tout ce qui a été fait la productivité agricole s'est prodigieusement accrue. Ce point mérite que nous nous y arrêtions. La productivité par personne a évidemment augmenté suite à la mécanisation, mais au détriment des rendements énergétiques, et elle a entraîné d'autres effets regrettables. De plus, la population qui a abandonné l'agriculture se consacre désormais en grande partie à des activités de service parasitaires, économiquement irrationnelles et néfastes au bien commun. En ce qui concerne les rendements par surface et par semis (qui sont les plus significatifs), nous n'avons jusqu'à présent aucune information concluante, et surtout, fiable, mais l'ensemble des informations dont nous disposons incite à penser que la productivité réelle brute a assez peu augmenté. Ainsi, dans le cas du blé, les faibles différences de productivité à l'hectare que l'on constate entre l'agriculture industrielle et l'agriculture traditionnelle s'expliquent

[42] C'est un trait fondamental de toute immigration, occulté par les partisans des transferts massifs de population, que la région ou le pays de destination tire un bénéfice économique considérable au détriment de la région ou du pays qui perd ses habitants. Ce point est abordé p. 158 de l'ouvrage intitulé *La economia agraria en las campanas méridionales del Duero. La tierra de la Guarena (Zamora), 1950-1986*, A. Maya, 1987.

probablement par le remplacement de variétés de bonne qualité (ex : froment) par des variétés plus productives, mais de qualité inférieure (astral, capitol, splendeur, etc.) ; on peut également citer l'augmentation de la culture par irrigation. De plus, la diminution constante du pourcentage de matière organique dans la terre, la négligence, les méthodes de culture simplistes, la stérilisation due aux produits phytosanitaires, etc., indiquent assez sûrement (en attendant des études impartiales) que le rendement à l'hectare diminue peu à peu, à égalité de variété et de conditions de culture. Ajoutons à cela l'incontestable diminution de la qualité, dont nous avons déjà parlé, et tous les coûts occultes que ce genre d'agriculture comporte, la destruction et l'empoisonnement de l'environnement, l'enlaidissement du paysage agricole, la dégradation du travail agricole, etc.

Nous achèverons cette enquête par la question du logement, qui est une démonstration à lui tout seul de l'irrationalité économique de cette époque. Au cours de l'année 1972, quand les derniers paysans arrivaient en ville alors que les premiers avaient suffisamment épargné pour échapper aux taudis, aux sous-locations, et pouvaient s'acheter un appartement, la construction absorbait 50,2 % de la formation brute de capital fixe [43], c'est-à-dire autant que dix années auparavant. Autrement dit, les gens ayant perdu pour de bon leur propre estime, abandonnèrent leurs villages et échangèrent leurs maisons, qui en règle générale étaient de bonne construction, suffisamment solides et spacieuses, pour de hideuses cages à poules, au prix d'importants sacrifices. Les maisons qu'ils abandonnèrent, d'une valeur d'usage remarquable, ont vu leur valeur marchande approcher de zéro. Comme l'exode rural était massif, plus personne n'en voulait; elles finirent par s'écrouler, et leur valeur d'usage fut à son tour anéantie. Pendant ce temps, une portion gigantesque de la production nationale était consacrée à la construction de millions de maisons dans les zones urbaines, alors qu'il aurait suffi que les gens conservent leurs maisons pour avoir toute cette richesse à disposition, utilisable à des fins plus

[43] Donnée extraite des pages 25 et 42 de *La inversion en España. Evolution y rentabilidad*, B. Krief, Consultants for Europe, Madrid, 1974.

raisonnables. Ce gâchis sans précédent n'a pas été perdu pour tout le monde. Grâce à cela, le capital a pu en effet s'emparer d'une activité qui jusqu'ici lui échappait : la construction des maisons qui faisait auparavant appel à la poly- activité et à l'appui mutuel au sein d'un peuple qui pouvait, dans ce domaine, se dire autonome, souverain, actif et créatif.

Finalement, la mécanisation est un phénomène polymorphe. D'un côté, elle est le produit des changements provoqués par la politique franquiste, dans le domaine agricole et ailleurs. D'un autre côté, elle incarne l'irréversibilité de ces changements. Elle fournit la base matérielle aux gigantesques déplacements de population qui consacrent le triomphe d'une échelle de valeurs et d'un mode de vie, ceux du citoyen moderne, sur le monde rural traditionnel (il a presque entièrement disparu, les paysans ayant adopté les nouveautés provenant des villes). Un constat désabusé des faits montre le succès éclatant de cette entreprise, dont le résultat est un tissu social solide, suffisamment productif, homogène et, surtout, parfaitement docile aux exigences de l'État et du capital. C'est une situation diamétralement opposée à celle de l'Espagne de 1936.

Cependant, une réflexion approfondie et lucide sur tous les mécanismes complexes actionnés par l'État franquiste pour obtenir une société qui lui est si favorable n'est pas inutile, à une époque de puissant reflux des idéologies dites révolutionnaires. Elle peut aider à définir les bases intellectuelles et le programme d'action des futurs efforts et luttes cherchant à remettre le peuple au centre de la vie sociale. L'État apparaît aujourd'hui comme le vainqueur absolu, mais il peut être vaincu et détruit dans un avenir proche. Pour cela, il faudra en quelque sorte retourner contre lui ses propres armes, en tirant la leçon des sombres années 1936-70.

Deux facteurs favorisèrent le triomphe de l'État, sur lesquels il faut s'arrêter. Premièrement, la société rurale traditionnelle avait en 1936 accumulé de nombreux défauts structurels (les premiers datent des conditions de sa formation, aux VIII$^{e}$ et IX$^{e}$ siècles), et commis de nombreuses erreurs tactiques, notamment face à l'offensive de l'État

fasciste. Un examen de ces erreurs est ici impossible, même un simple inventaire ne ferait que créer une sensation de confusion chez le lecteur ou la lectrice. Celui-ci ou celle-ci doit cependant être bien conscient que la société populaire traditionnelle était très loin d'être harmonieuse, et qu'il est permis d'imaginer tout un ensemble de mesures destinées à corriger et dépasser ses défauts. Idéalement, l'application de ces mesures aurait permis d'éviter sa défaite et sa destruction.

De ce point de vue, il ne faut pas oublier la responsabilité de ceux qui immigrèrent sous le franquisme. Ce serait adopter un point de vue absolument erroné, et paternaliste, que de les présenter comme de simples victimes. Elles l'ont été d'une certaine manière, mais il n'est pas moins vrai que beaucoup d'entre elles se laissèrent convaincre, quand elles n'étaient pas déjà convaincues (à cause de leur déchéance morale) par les discours déments du régime et de ses serviteurs encensant l'argent, la modernité et le consumérisme. Elles quittèrent donc leurs villages pour « prospérer » matériellement dans les nouveaux espaces urbains [44]. D'autres, peu convaincus, refusèrent cependant d'accomplir l'effort intellectuel nécessaire pour s'orienter dans le labyrinthe de la propagande pour découvrir le sens réel des événements, pour résister et

[44] La fantastique capacité du franquisme de séduire les foules ne doit et ne peut pas être niée. C'est une constante de l'histoire de l'humanité. Si nous consultons l'« Apocalypse », un des textes les plus radicaux du *Nouveau Testament*, qui joua un rôle décisif lors de la formation de la société rurale traditionnelle dans la péninsule ibérique aux ville et ixe siècle, nous lisons que la Bête (qui symbolise sans équivoque l'empire romain, despotique, militariste, cruel et pervers) triomphe dans le cœur des gens : « Emerveillée, la terre entière suivit la bête… et l'on adora la bête en disant : qui est comparable à la bête et qui peut la combattre ? » et, par conséquent, « Il lui fut donné de faire la guerre aux saints et de les vaincre, et il lui fut donné le pouvoir sur toute tribu, peuple, langue et nation. » De la même manière, très nombreux furent ceux qui se prosternèrent devant le franquisme (presque tous aujourd'hui mettent en avant leur antifranquisme) car après tout le mal possède un énorme, un prodigieux pouvoir de séduction. Pour cette raison, le *Beato* de San Andrés de Arroyo, au XI$^{e}$ siècle, dans une merveilleuse enluminure, nous présente la Bête comme dans l'« Apocalypse » (« La bête que je vis ressemblait au léopard, ses pattes étaient comme celles de l'ours, et sa gueule comme celle du lion ») pleine d'attraits, de superbe et de captivante beauté. Cela nous protège de tout manichéisme, et indique la réalité profonde des choses à ceux qui destinent leurs vies au combat pour le bien, la vérité, la civilisation et la vertu. Cf. p. 44 du livre *Beato de Liebana. Manuscritos iluminados*, J. Yarza, Barcelone, 1998.

batailler ferme. En fin de compte, ils se résignèrent à suivre le courant majoritaire. Une petite minorité se révéla insensible aux attraits de la modernité fasciste, refusa de quitter la terre de ses ancêtres, arracha sans relâche les dizaines de milliers de sapins et d'eucalyptus plantés sur les communaux par l'ICONA, résista vaillamment aux assauts de la *guardia civil*, brava les cruels hivers dans la solitude de villages abandonnés par 99,9 % de leur population, et demeura indifférente aux harangues des intellectuels imbéciles et des gauchistes qui les encourageaient à combler leur « retard », à se moderniser, c'est-à-dire, à devenir des néo-serfs bons et soumis. Nous lui en sommes profondément reconnaissants ; il faut cependant reconnaître que sa lutte fut, comme nous l'avons déjà dit, inefficace.

Ajoutons enfin (et ceci n'est pas tout à fait anodin) que l'opposition antifranquiste et la gauche, loin de dénoncer ou de s'opposer à la politique franquiste dans le monde agricole, l'approuvèrent franchement, et condamnèrent rageusement l'univers rural traditionnel. Elles contemplèrent avec un plaisir non feint le déroulement des événements, dans lesquels elles voyaient, avec le verbiage appauvri qui les caractérise, une « disparition de résidus semi-féodaux », la « modernisation du pays », et le « développement des forces productives ». L'entreprise furieuse des uns, l'aveuglement complice des autres, entraîna la disparition des valeurs, de la culture et de l'univers matériel d'une forme de vie en société, qui, avec tous ses défauts, était largement supérieure et bien plus civilisée que celle que nous connaissons. Les uns et les autres commirent un *génocide*.

## *Appendice*

La reconquête de l'empire était également un objectif de la stratégie franquiste. L'ouvrage *La década dorada. Economia e inversiones espanolas en America Latina 1990-2000*, R. Casilda, Alcalá de Henares, 2002, exprime dans chacune de ses pages le plaisir de voir l'Espagne, humiliée et exsangue en 1898, recouvrer ses prérogatives. Elle est aujourd'hui le sixième investisseur mondial de capitaux, le deuxième en Amérique latine. Dans cette région, les investissements directs sont passés de 1,2 milliard de dollars en 1990 à 25 milliards dix ans plus tard.

Ce texte est à ce point cynique (ou, ce qui revient au même, imbu d'ardeur impériale), qu'il ouvre sa partie centrale en évoquant la bataille d'Ayacucho (1824) au cours de laquelle le vice-roi La Serna fut vaincu par les troupes patriotiques latino-américaines. Nos multinationales vengent aujourd'hui ces défaites comme il se doit, en reprenant ce qui alors avait été perdu grâce à l'investissement de capitaux.

Les Amis de Ludd

Article publié dans
*Los Amigos de Ludd*
*boletín de información anti-industrial* n°6,
Espagne, décembre 2003.

Traduction française publiée dans
*Les amis de Ludd,*
*bulletin d'information anti-industriel,*
numéros cinq et six,
édition La Lenteur, 2009.
ISBN: 978-2-952778-02-2.

Édition réalisée sans but lucratif,
A seule fin de diffusion des connaissances.

Textes disponibles sur le blog :

**Et vous n'avez encore rien vu...**

*Critique de la technoscience et du scientisme*

https://sniadecky.wordpress.com/tag/los-amigos-de-ludd/

Au début de l'industrialisation, l'opposition des classes populaires et prolétariennes aux machines était chose courante dans plusieurs régions espagnoles, où elle représentait une part importante de la résistance générale (politique, morale, culturelle, sociale et esthétique) à l'imposition par l'État libéral et le capitalisme de formes plus perfectionnées d'oppression, de dégradation, de perversion et d'atomisation que celles pratiquées par l'absolutisme.

Elle se manifestait dans l'industrie et surtout dans l'agriculture, où elle fut si tenace, si acharnée et si massive que seul le franquisme put en venir à bout, comme il est venu à bout de l'ensemble des modes de vie populaires.

Le régime fasciste parachevait ainsi l'œuvre du libéralisme engagée résolument par les conservateurs depuis au moins la seconde moitié du XIII$^{e}$ siècle : en orchestrant la mécanisation générale de la société il parachevait la désintégration des communautés rurales et mettait un terme définitif à leur autonomie partielle.

**Prix Libre**